

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/L/77

14 juillet 1995

(95-2017)

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ACCESSION DE L'EQUATEUR*

1. La demande d'accession de l'Equateur à l'Accord général a été distribuée aux parties contractantes en septembre 1992. A la réunion qu'il a tenue du 29 septembre au 1er octobre 1992, le Conseil des représentants du GATT a établi un Groupe de travail chargé d'examiner la demande d'accession du gouvernement équatorien à l'Accord général au titre de l'article XXXIII et de présenter au Conseil des recommandations comportant éventuellement un projet de Protocole d'accession. Pouvaient être membres du Groupe de travail toutes les parties contractantes qui exprimaient le désir d'en faire partie. Conformément à la Décision ministérielle du 14 avril 1994 sur l'acceptation de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce et l'accession audit accord, et à la décision prise le 31 mai 1994 par le Comité préparatoire de l'OMC, le Groupe de travail a examiné la demande de statut de membre de l'OMC présentée par l'Equateur et est convenu de poursuivre les négociations sur l'accès aux marchés pour les marchandises, y compris la liste nationale relative aux produits agricoles, et pour les services. Conformément à la décision adoptée le 31 janvier 1995 par le Conseil général de l'OMC, le Groupe de travail de l'accession au GATT de 1947 a été transformé en un Groupe de travail de l'accession à l'OMC. Le mandat et la composition de ce Groupe de travail sont reproduits dans le document WT/L/55/Rev.1.

2. Le Groupe de travail s'est réuni le 20 juillet 1993, les 17 et 18 janvier, les 21 et 22 avril, le 20 septembre, les 28 et 30 novembre, le 1er décembre 1994, les 1er, 2, 4 et 19 mai et le 10 juillet 1995, sous la présidence de S.E. M. C. Manhusen (Suède).

3. Le Groupe de travail était saisi, comme base de discussion, d'un aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de l'Equateur (L/7202), ainsi que des questions posées par les parties contractantes au sujet de ce régime et des réponses et autres informations données par les autorités équatoriennes (L/7268 et Addenda; L/7301 et Addenda; Spec(94)1 et Addenda, Supplément et Corrigendum; L/7488 et Addenda; L/7523 et Add.1; L/7566 et WT/L/54). Le gouvernement équatorien a communiqué au Groupe de travail la documentation suivante:

- Décret suprême n° 2527-A du 5 novembre 1965 sur le tarif douanier des exportations
- Décret n° 1268 du 6 novembre 1972 sur le tarif douanier des exportations
- Décret suprême n° 13 du 9 janvier 1973 sur le tarif douanier des exportations
- Décret suprême n° 185 et Loi n° 14 sur le Fonds de développement en faveur de l'enfance
- Décret suprême n° 610 sur les droits d'auteur
- Décret suprême n° 823 sur le tarif douanier des exportations
- Arrêté ministériel n° 8022 sur le contrôle sanitaire, Ministère de la santé publique
- Arrêté n° 10824 sur les droits d'auteur
- Décret suprême n° 735 sur les droits d'auteur (modification)
- Décret n° 487 sur le tarif douanier des exportations

*Le Groupe de travail a approuvé ce rapport ad referendum.

- Loi n° 78 du 22 septembre 1981 sur le tarif douanier des exportations
- Loi n° 79 du 24 septembre 1981 sur le tarif douanier des exportations
- Loi n° 20 sur l'INNFA (Institut national de l'enfance et de la famille)
- Décret n° 2544-A sur l'admission temporaire pour perfectionnement actif (maquila)
- Décret n° 2778 du 1er avril 1987 sur le tarif douanier des exportations
- Loi n° 92 sur le Fonds de développement en faveur de l'enfance
- Loi n° 14 du 24 janvier 1989 portant création du FONNIN
- Loi n° 56 sur le régime des taxes intérieures
- Loi n° 72, Loi tarifaire
- Loi n° 79 sur les exonérations accordées au secteur privé
- Loi n° 90 du 24 juin 1990 sur le régime de perfectionnement actif (maquila)
- Loi sur la passation des marchés publics
- Loi n° 107, Loi de défense du consommateur, Loi sur les zones franches, Règlement sur le régime de perfectionnement actif (maquila)
- Arrêté n° 447 sur les règles d'évaluation en douane
- Règlement sur les zones franches
- Décret exécutif n° 2722-A sur les mesures antidumping
- Loi n° 152 portant création du Conseil national de fixation des prix
- Décret n° 3367 relatif au réajustement du tarif douanier
- Arrêté n° 524 sur les concessions tarifaires accordées au Groupe andin
- Arrêté n° 596 sur les concessions tarifaires accordées au Groupe andin
- Décret exécutif n° 415 sur le régime unique applicable aux sociétés multinationales andines et son règlement d'application
- Marché des devises
- Loi organique sur les douanes et ses règlements d'application
- Loi sur le régime des taxes intérieures et ses règlements d'application
- Loi sur la promotion de l'industrie et son règlement d'application
- Loi sur la promotion de la petite industrie et son règlement d'application
- Loi sur les zones industrielles
- Loi sur le régime de perfectionnement actif (maquila) et son règlement d'application
- Loi sur les zones franches et son règlement d'application
- Loi sur la promotion de l'industrie automobile
- Loi sur la promotion de la marine marchande
- Réformes du tarif douanier des importations
- Décret exécutif n° 396 portant modification du tarif douanier des importations
- Statistiques des importations de l'Equateur pour les années 1991 et 1992 et pour le premier trimestre de 1993
- Loi sur la modernisation de l'Etat, sur les privatisations et sur la prestation de services publics par le secteur privé (Journal officiel n° 349 du 31 décembre 1993)
- Décret suprême n° 188 sur le Code de la santé et le contrôle sanitaire (Journal officiel n° 158 du 8 février 1971)
- Arrêté ministériel n° 438 relatif à la disposition interdisant l'importation, la commercialisation, le stockage ou le transport de produits qui n'ont pas subi le contrôle sanitaire correspondant (Journal officiel n° 279 du 20 septembre 1993)
- Arrêté ministériel n° 8022 relatif au Règlement sur les produits alimentaires (Journal officiel n° 984 du 22 juillet 1988)
- Arrêté ministériel n° 10723 relatif aux normes pharmacologiques à respecter aux fins du contrôle sanitaire (Journal officiel n° 676 du 3 mai 1991)
- Accord de Carthagène - Décision n° 293: Règles d'origine
- Accord de Carthagène - Décision n° 344: Propriété industrielle
- Accord de Carthagène - Décision n° 351: Propriété intellectuelle
- Liste des produits soumis au système de fourchette des prix

- Liste des produits interdits à l'importation
- Positions tarifaires soumises au régime de l'autorisation préalable (septembre 1994)
- Flux des importations et des exportations
- Règlement n° 904-94 du Conseil monétaire relatif à la politique de change
- Règlement n° 863-93 du Conseil monétaire relatif à l'importation de véhicules automobiles.
- Décisions n° 283, 284 et 285 de la Commission de l'Accord de Carthagène
- Loi n° 152 portant création du Conseil de fixation des prix dans le secteur pharmaceutique et accords interministériels du 4 janvier 1993 fixant les prix maximaux des médicaments
- Accords de commerce préférentiels négociés dans le cadre de l'ALADI. Préférences tarifaires reçues et accordées par l'Equateur dans le cadre de l'ALADI
- Liste des accords d'ouverture de marchés de l'ALADI
- Liste des exceptions prévues dans le cadre du TEC
- Inventaire des normes techniques équatoriennes publié par l'Institut équatorien de normalisation
- Liste d'engagements spécifiques sur les services
- Arrêté ministériel n° 752 portant abrogation des Arrêtés relatifs au système de prix minimaux pour l'évaluation en douane
- Décret exécutif n° 1572 portant élimination des restrictions à l'importation
- Notification au titre du paragraphe 76 du rapport
- Accord n° 217 du 21 juin 1995

4. Dans sa déclaration liminaire, le représentant de l'Equateur a déclaré notamment que la politique commerciale menée par l'Equateur ces dernières années avait favorisé les échanges mutuels sans discrimination d'aucune sorte dans le but de réinsérer le pays dans le système économique international afin de moderniser sa structure de production, de reconvertir son appareil industriel et de tirer parti de ses avantages comparatifs. Les progrès enregistrés par l'Equateur avaient été réalisés de sa propre initiative. Ces dernières années, l'Equateur avait considérablement réduit ses droits d'importation, éliminé les mesures et les restrictions non tarifaires, supprimé les prélèvements non tarifaires, réformé sa législation douanière en la rendant plus transparente et conforme aux règles internationales et simplifié les procédures applicables au commerce extérieur. L'Equateur avait adopté de nouvelles mesures assouplissant encore davantage son régime de commerce extérieur. Il avait entièrement libéralisé le régime de change afin de permettre aux importateurs de se procurer librement des devises pour financer leurs achats extérieurs dans le cadre d'une législation qui n'entravait pas les échanges. Dans le même temps, l'Equateur avait en grande partie aligné son régime tarifaire sur les règles du GATT. L'Equateur avait adopté une nouvelle Loi sur les douanes qui reprenait les règles établies par le GATT et modernisait les services douaniers, ce qui illustrait l'effort intérieur important qu'il avait consenti en vue d'ouvrir son économie et de promouvoir les échanges commerciaux avec les parties contractantes. La législation sur la modernisation de l'Etat ayant permis de réaliser d'importants progrès en ce qui concerne l'élimination des monopoles et la privatisation d'activités dans lesquelles l'Etat avait une participation, le climat de concurrence dans lequel opéraient les agents économiques devrait s'en trouver renforcé. De la même manière, la législation relative aux investissements étrangers avait été libéralisée afin d'offrir de meilleures garanties aux capitaux étrangers. Conformément à la politique de modernisation économique et d'ouverture aux capitaux étrangers qu'il s'était fixé, l'Equateur avait procédé à d'importantes réformes juridiques et économiques afin d'offrir de meilleures facilités et de rendre les investissements étrangers dans le pays plus attractifs et rentables. Les dernières réformes réalisées dans ce domaine ouvraient de nombreuses possibilités aux investisseurs étrangers, leur garantissant un traitement identique à celui dont bénéficiaient les investisseurs nationaux; dans le même temps, de nombreuses restrictions et conditions qui avaient longtemps limité l'afflux de capitaux étrangers avaient été supprimées. En résumé, l'Equateur faisait des efforts de remise en ordre de l'économie afin de consolider l'équilibre macroéconomique. L'Equateur poursuivait la libéralisation de ses relations commerciales extérieures, comme en témoignait notamment son intention d'accéder rapidement à l'Accord général. Il souhaitait que les parties contractantes reconnaissent les efforts qu'il déployait pour instaurer une plus grande transparence dans sa politique économique et, partant, dans ses opérations extérieures.

Le représentant de l'Equateur a déclaré que la Loi sur la modernisation de l'Etat, sur les privatisations et sur la prestation de services publics par le secteur privé, entrée en vigueur le 31 décembre 1993, établissait les principes et règles d'ordre général pour atteindre l'efficacité administrative, réglementer la prestation de services publics par le secteur privé grâce à la suppression des monopoles, à la libre concurrence et à la délégation de services ou d'activités spécifiés dans la Constitution, et céder les participations de l'Etat dans les entreprises. Conformément à ladite loi, l'Etat pouvait déléguer au secteur privé, par le biais d'une concession, l'exercice des activités suivantes, que la Constitution lui avait réservées: a) production, transport, stockage et commercialisation des hydrocarbures et autres minéraux; b) production, distribution et commercialisation de l'énergie électrique; c) services de télécommunication; d) production et distribution d'eau potable. La Loi disposait que la suppression des monopoles et la privatisation des activités de l'Etat se feraient par les moyens suivants: 1) appel d'offres national ou international; 2) placement d'une partie ou de la totalité des actions sur le marché des valeurs mobilières; et 3) souscription publique d'actions ou mise aux enchères publiques. La Loi ne comportait pas de dispositions modifiant la législation relative aux opérations effectuées entre des entreprises publiques et des entreprises étrangères. Le représentant de l'Equateur a déclaré qu'en tant que pays en développement l'Equateur se réservait le droit d'invoquer les dispositions spéciales relatives aux pays en développement figurant dans les Accords commerciaux multilatéraux. A la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, le gouvernement équatorien a réaffirmé sa décision de devenir partie audit accord, conformément aux dispositions de l'article XII de celui-ci.

Remarques générales

5. Dans leurs remarques préliminaires, de nombreux membres du Groupe de travail ont accueilli favorablement la demande initiale d'accession de l'Equateur à l'Accord général, qui avait été présentée peu avant la conclusion des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, et ils ont appuyé la demande de l'Equateur d'être associé aux négociations. Notant que l'Equateur avait fait des efforts considérables en matière de libéralisation économique et commerciale afin d'améliorer le niveau de vie de la population, d'augmenter les possibilités d'emploi et de diversifier les secteurs de production, lesdits membres se sont également montrés favorables à une conclusion rapide des travaux du Groupe de travail. Certains membres ont rappelé les puissants liens régionaux qu'ils entretenaient avec l'Equateur et ont salué la détermination sincère dont le pays faisait preuve depuis longtemps en vue de s'intégrer totalement au système commercial multilatéral. Rappelant les récentes réformes globales entreprises par l'Equateur sur le plan économique, certains membres ont souligné que ces mesures permettraient à ce pays d'assumer plus facilement les obligations découlant du GATT. Certains membres ont notifié leur intention d'engager avec l'Equateur des négociations bilatérales sur l'accès aux marchés. Après l'aboutissement des négociations du Cycle d'Uruguay, les membres ont accueilli favorablement la demande d'accession de l'Equateur à l'OMC. Faisant référence à la participation éventuelle de l'Equateur à l'Organisation mondiale du commerce, des membres du Groupe de travail ont insisté sur la nécessité de disposer d'informations complètes sur les questions concernant l'OMC ainsi que sur le rapide démarrage des négociations relatives à l'accès aux marchés en ce qui concerne les marchandises, notamment les produits agricoles ainsi que les services, les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC). Les informations fournies à cet égard par l'Equateur sont exposées dans les sections correspondantes du présent rapport.

Régime du commerce extérieur

6. Le Groupe de travail a examiné le régime de commerce extérieur de l'Equateur et les conditions qui pourraient figurer dans le projet de Protocole d'accession à l'OMC. Les vues exprimées par les membres sont résumées ci-après dans les paragraphes 7 à 80.

Politique économique

7. En réponse à des questions sur la situation de la dette extérieure de l'Equateur, les taux d'inflation et le Plan macroéconomique de stabilisation, et d'autres mesures économiques, le représentant de l'Equateur a déclaré que son gouvernement était parvenu à un accord global sur le paiement de sa dette extérieure afin d'instaurer des conditions appropriées à la croissance économique et au développement social. Le gouvernement ne souhaitait appliquer aucune mesure protectionniste ni aucune subvention à l'exportation. Il avait engagé un processus de modernisation de l'économie tendant à redéfinir le rôle de l'Etat dans la gestion économique et sociale et spécifiant ses domaines d'influence en fonction des conditions existantes. Il avait pour stratégie de favoriser la concurrence considérée comme un facteur essentiel du progrès, la libre interaction de l'offre et de la demande, l'existence de marchés transparents et concurrentiels et l'affectation optimale des ressources afin d'arriver à une économie équilibrée. Pour le moment, aucune loi de développement spécifique n'accordait d'avantages. Les seuls prix contrôlés par l'Etat étaient les prix sur le marché équatorien de certains produits pétroliers et gazeux destinés à la consommation intérieure, ainsi que les prix des produits pharmaceutiques et de l'électricité. Certains produits agricoles étaient soumis au système de fourchette des prix. Il n'y avait aucune discrimination entre les produits nationaux et les produits importés, à l'exception de certains produits importés assujettis à l'impôt sur les biens de consommation spéciaux. La politique budgétaire et l'équilibre des comptes publics étaient fondés sur la rationalisation des dépenses publiques et non sur la réglementation de la consommation ou une augmentation des taxes intérieures. Le rôle du secteur public avait été simplifié et des mesures avaient été prises pour supprimer les subventions et obtenir des économies forcées au sein de l'appareil étatique et parvenir ainsi aux résultats escomptés. Cette politique avait permis de réduire le déficit public à 2,5 pour cent du PIB en 1993, contre 7 pour cent en 1992.

Régime de change

8. Des membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur le fonctionnement du régime de change, voulant savoir notamment si des taux multiples étaient appliqués, quels étaient les plans prévus pour instaurer un taux unifié, quels étaient les problèmes rencontrés par les importateurs pour se procurer des devises, etc. Le représentant de l'Equateur a répondu que le régime de change avait été réformé en 1994. Il existait maintenant pour les transactions du secteur privé un régime de change libre doté d'un taux unifié déterminé par le marché. Aucune restriction ne frappait les opérations du marché des changes et la participation à ce marché, ni les opérations d'investissement. Les récentes réformes avaient simplifié le régime de change en supprimant la marge de fluctuation du dollar des Etats-Unis qui existait sur le marché d'intervention de la Banque centrale pour les opérations du secteur public ainsi que le taux de change officiel utilisé par la Banque centrale à des fins comptables et pour les opérations avec le FMI. Un régime de change libre avait donc été adopté, dans lequel le secteur privé se procurait les devises nécessaires pour ses activités au taux du marché. Les opérations de change pour les activités de commerce extérieur ne se faisaient plus par l'entremise de la Banque centrale de l'Equateur. Il n'y avait plus de restrictions à l'achat et à la vente de devises. Le représentant de l'Equateur a ajouté que le régime de change en vigueur fonctionnait de la manière suivante: conformément au Décret n° 1353 du 23 décembre 1993, publié au Journal officiel n° 349 du 31 décembre 1993, le taux de change officiel était celui qu'utilisait la Banque centrale de l'Equateur pour ses ventes de devises. Il n'y avait aucune restriction à l'achat de devises ni à leur transfert à l'étranger. Toutes les opérations de change du secteur public devaient être effectuées à la Banque centrale de l'Equateur. Moyennant autorisation préalable du Conseil monétaire, les entités, organismes et entreprises du secteur public pouvaient détenir des comptes en devises à la Banque centrale de l'Equateur ou auprès d'autres banques étrangères, à condition d'avoir des recettes en devises et des engagements à l'étranger inhérents à leurs activités. La Banque centrale de l'Equateur pouvait opérer sur le marché libre des changes en achetant et en vendant des devises aux institutions autorisées. C'était la banque qui fixait les cours, les montants et les autres modalités de ces opérations conformément à la situation

du marché et aux dispositions du Programme monétaire, notamment par la mise aux enchères de titres négociables et de bureaux de change. Les institutions autorisées qui faisaient des opérations de change devaient communiquer chaque semaine à la Banque centrale de l'Equateur les relevés journaliers des montants traités et des taux appliqués dans leurs opérations d'achat et de vente. Les banques privées et les sociétés financières privées autorisées pouvaient réaliser des opérations d'achat et de vente de devises à terme, d'achat ou de vente de devises avec accord de swap et des options d'achat et options de vente de devises ainsi qu'avec d'autres instruments dérivés. La Banque centrale de l'Equateur enregistrerait les investissements et réinvestissements étrangers directs dans le capital social des entreprises et enregistrerait également les emprunts en devises contractés à l'extérieur par le secteur privé.

9. A cet égard, un membre du Groupe de travail a reconnu les progrès réalisés dans la libéralisation du régime de change car l'acquisition, la vente, la détention, le transfert et l'utilisation de devises par des particuliers ou des sociétés commerciales semblaient, en majeure partie, être exempts de restriction. Cependant, selon lui, il existait toujours un régime de change multiple. En particulier, le régime de change applicable à certaines opérations du secteur public restait partiellement contrôlé. Le représentant de l'Equateur a expliqué que le taux du marché libre des changes était déterminé par l'offre et la demande de devises des agents économiques. Le taux de change à la vente appliqué par la Banque centrale au secteur public était établi chaque semaine et représentait la moyenne des cours pratiqués à la vente sur le marché libre interbancaire la semaine précédente tels que le bureau des changes de ladite banque les avait enregistrés. Toutes les opérations de change du secteur public étaient effectuées par la Banque centrale. La Banque centrale achetait des devises auprès des entreprises du secteur public avec une différence fixe de 2 pour cent entre le cours vendeur et le cours acheteur. Le cours vendeur était inférieur de 2 pour cent au cours acheteur. A l'heure actuelle, pour PETROECUADOR cette marge était de 150 sucres. A compter du 1er juillet 1995 PETROECUADOR recevrait le même traitement que le reste du secteur public, comme prévu dans la lettre d'intention signée avec le FMI. Un membre du Groupe de travail a félicité l'Equateur pour avoir poursuivi l'unification de sa politique de change mais a indiqué qu'il craignait que la différence de 2 pour cent entre les cours acheteurs appliqués au secteur public et au secteur privé puisse avoir, dans certaines circonstances, des effets négatifs pour les négociants du secteur privé ou engendrer des subventions implicites.

10. Le représentant de l'Equateur a déclaré que les modalités du régime de change décrites au paragraphe 9 n'auraient pas d'effets négatifs pour les négociants du secteur privé et n'engendreraient pas de subventions implicites. Le représentant de l'Equateur a ajouté que son gouvernement conduirait sa politique économique en veillant tout particulièrement à respecter les obligations découlant de son accession à l'OMC, notamment celles prévues par l'article XV de l'Accord général, l'article XI de l'AGCS et ses autres obligations internationales. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Politique commerciale

Régime tarifaire

11. Des membres du Groupe de travail ont posé un certain nombre de questions concernant les tarifs d'importation, notamment la structure du régime tarifaire, les récentes mesures de libéralisation, le système d'exemptions, le système de ristourne de droits, les régimes tarifaires préférentiels, le niveau éventuel des consolidations à un taux plafond, etc. En réponse à ces questions, le représentant de l'Equateur a déclaré qu'actuellement les niveaux de droits étaient très bas. En 1992, les taux les plus élevés avaient été ramenés de 290 pour cent à 40 pour cent et les niveaux tarifaires, de 30 à 10. Les niveaux du tarif national étaient à présent les mêmes que ceux du Tarif extérieur commun du Groupe andin, approuvé en mars 1993 par la Décision n° 335 de l'Accord de Carthagène qui était entrée en application en février 1995, à savoir 5 pour cent, 10 pour cent, 15 pour cent et 20 pour cent. Toutefois, un droit ad valorem de 40 pour cent était appliqué à certaines positions correspondant à des véhicules. L'Equateur maintenait un taux de protection approprié en faveur de son industrie automobile naissante,

en particulier à cause des effets multiplicateurs pour la production et l'emploi. Certains produits agricoles soumis au système de fourchette des prix constituaient également des exceptions. En outre en février 1995, l'Equateur avait obtenu de bénéficier, pour moins de 300 positions, d'une exemption temporaire représentant 5 points de pourcentage de moins que les taux du Tarif extérieur commun. A l'heure actuelle, les taux de droits ad valorem moyens par section du tarif national variaient entre 17 pour cent pour les objets d'art et les antiquités et 3,3 pour cent pour les produits minéraux. La moyenne simple des taux de droits était de 9,3 pour cent et la moyenne pondérée, de 6,8 pour cent. Compte tenu des modifications du Tarif extérieur commun établi par l'Accord de Carthagène, les taux de droits pourraient varier à l'avenir dans les limites des consolidations convenues. Pour le moment, à peu près 7-8 pour cent des importations bénéficiaient de régimes préférentiels dans le cadre de l'Accord de Carthagène.

12. Certains membres ont fait observer que les exemptions de droits consenties à certaines catégories d'institutions des secteurs public et privé pouvaient fausser les échanges et créaient une incertitude quant aux droits applicables. Le représentant de l'Equateur a expliqué que les exemptions n'étaient pas accordées en fonction d'une liste de produits prédéfinie, mais plutôt en fonction des besoins spécifiques de chaque institution conformément à la Loi sur les douanes et son règlement d'application. Les marchandises bénéficiant d'une exemption ne pouvaient être commercialisées qu'à l'expiration d'un délai déterminé et après paiement des droits dont elles étaient exemptées. La loi avait supprimé toutes les exonérations totales ou partielles pour les importations du secteur privé et aucun fournisseur ne faisait l'objet d'une discrimination. Les personnes et entités exonérées du paiement de droits de douane, dans les limites et conformément aux modalités de ladite loi, étaient les suivantes: l'Etat, le secteur public en général (conseils provinciaux, municipalités); les entités de droit privé à but social ou public, créées et régies par la loi; les entreprises d'Etat et les entreprises appartenant à des collectivités régionales ou locales bénéficiant d'une autonomie administrative et économique, qui étaient des entités de droit public ou privé créées pour la prestation de services publics; les entités de droit privé ayant passé des contrats avec des services du secteur public ou des organismes chargés de travaux publics en vue de fournir des services d'aide sociale, d'assistance publique ou d'enseignement; les universités, écoles polytechniques et instituts d'enseignement supérieur publics ou privés autorisés par la loi; les missions diplomatiques et consulaires, les organisations internationales et les organismes d'assistance technique et leurs personnels, dans les limites et selon les conditions énoncées par les instruments juridiques appropriés; les voyageurs de nationalité équatorienne ou étrangère qui entraient dans le pays, pour ce qui concernait leurs bagages et leur déménagement; les immigrants, pour ce qui concernait leurs bagages, ainsi que leur déménagement et leur matériel professionnel, à l'état usagé. Le Ministère des finances était chargé d'accorder l'autorisation préalable d'admission en franchise des marchandises importées par les entités publiques ou privées susmentionnées pouvant bénéficier de cette exemption, et pouvait limiter cette autorisation aux importations présentant un caractère d'urgence pour lesdites entités. Aucune importation de ce type ne pouvait être effectuée sans autorisation préalable. Entre 1989 et 1993, les importations du secteur public admises en franchise avaient représenté entre 1 et 3,7 pour cent des importations totales de l'Equateur.

13. Notant que les importations en franchise étaient autorisées pour des projets de développement ou des travaux de priorité nationale, un membre du Groupe de travail a demandé ce que signifiait l'expression "priorité nationale". Le représentant de l'Equateur a expliqué que ce terme s'appliquait aux projets classés prioritaires par le Conseil national du développement (CONADE), notamment les projets de construction de logements sociaux, centrales hydroélectriques, voies publiques, systèmes et canaux d'irrigation, infrastructure d'alimentation en eau potable, équipements hospitaliers et écoles. Les exemptions de droits de douane accordées aux entreprises d'Etat s'étendaient également aux importations effectuées par des entités du secteur privé ayant passé des contrats avec des organismes ou des services du secteur public en vue d'effectuer des travaux ou de fournir des services caritatifs ou d'enseignement.

14. Le représentant de l'Equateur a assuré le Groupe de travail que les importations du secteur public qui bénéficiaient d'exemptions de droits ne faisaient pas concurrence aux échanges ordinaires du secteur privé et que l'application de ces exemptions n'établissait aucune discrimination entre les pays fournisseurs. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Négociations sur l'accès aux marchés

15. En réponse aux questions concernant les négociations sur l'accès aux marchés et le niveau des consolidations tarifaires, le représentant de l'Equateur a confirmé que son pays était disposé, dans le but d'accéder au GATT et de devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce, à prendre des engagements globaux sur l'accès aux marchés à des niveaux compatibles avec les besoins de ses finances, de son développement et de son commerce, et compte tenu de son statut de pays en développement. L'Equateur est convenu d'adopter pour les consolidations une approche qui consisterait à reprendre les niveaux de droits figurant dans le Tarif extérieur commun du Groupe andin en les majorant de 10 points de pourcentage, les droits qu'il consoliderait s'établissant ainsi à 15, 20, 25 et 30 pour cent. Les exemptions négociées du niveau de consolidation plafond général étaient spécifiées dans la liste de l'Equateur qui serait annexée au Protocole d'accession de l'Equateur. Le Groupe de travail a pris note de la déclaration de l'Equateur selon laquelle les engagements en matière d'accès aux marchés ainsi que la liste nationale relative aux produits agricoles et les engagements concernant les services constitueraient la contribution aux négociations sur l'accès aux marchés et sur les services qui était exigée de lui pour qu'il puisse devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce.

Impositions à l'importation

16. Certains membres du Groupe de travail ont posé des questions sur la nature, la mise en oeuvre, le champ d'application et la justification de diverses impositions telles que les surtaxes, la taxe de contrôle, la taxe de transfert, la taxe de transit, la taxe d'entreposage, l'impôt sur les biens de consommation, la taxe sur la valeur ajoutée, etc. Ils ont fait observer que la taxe de contrôle de 1 pour cent et de 0,5 pour cent prélevée sur les marchandises entrant dans le pays au titre d'un régime douanier spécial et la taxe de transit perçue ad valorem n'étaient pas conformes aux dispositions de l'article VIII de l'Accord général, telles qu'elles étaient interprétées dans le rapport du Groupe spécial du GATT qui avait examiné la redevance pour les opérations douanières appliquée par les Etats-Unis. Certains membres ont également déclaré que les prélèvements de 1 pour cent et de 2 pour cent perçus en faveur de l'Institut national de l'enfance et de la famille représentaient une imposition des importations à des fins fiscales, ce qui était en contradiction avec les articles VIII et III de l'Accord général, étant donné que des droits similaires n'étaient pas appliqués aux produits d'origine nationale. Il a été noté que les taux des droits établis dans le Tarif extérieur commun du Groupe andin seraient atteints si ces prélèvements étaient intégrés aux taux des droits appliqués par l'Equateur. Le représentant de l'Equateur a répondu que la taxe de contrôle de 0,5 pour cent perçue sur les marchandises entrant dans le pays au titre d'un régime douanier spécial était destinée à rémunérer des prestations de services douaniers et ne constituait pas une protection directe ou indirecte des produits nationaux ni une imposition des importations à des fins fiscales. La taxe de contrôle était appliquée sans aucune discrimination quant à la nature ou à l'origine des produits. L'intervenant a ajouté que l'application de droits sur les marchandises en transit ayant été suspendue, la taxe de transit constituait une autre taxe douanière visant à rémunérer des services généraux fournis pour des marchandises déclarées en transit douanier. Elle couvrait uniquement le coût des services rendus. Son taux était fixé en fonction du salaire minimum vital. Pour les marchandises déclarées en transit douanier, la taxe était de 20 pour cent du salaire minimum vital pour chaque lettre de voiture de transit; pour les véhicules provenant de l'étranger qui étaient en transit douanier, elle était de 10 pour cent du salaire minimum vital. La taxe était appliquée en conformité avec les dispositions de l'article V de l'Accord général. Le salaire minimum servait de base pour le calcul des coûts administratifs. Des membres du Groupe de travail ont déclaré que l'utilisation du salaire minimum vital comme base de calcul était incompatible avec l'Accord général.

A leur avis, la taxe de transit devait être fondée sur le coût approximatif des services rendus. En ce qui concerne la taxe d'entreposage, le représentant de l'Equateur a indiqué qu'elle était perçue par les autorités douanières pour l'entreposage des marchandises et que son montant dépendait de la durée pendant laquelle celles-ci étaient entreposées. Il a fait observer que la surtaxe tarifaire de 30 pour cent et l'impôt additionnel de 5 pour cent sur l'importation de produits de luxe avaient été supprimés. En outre, les prélèvements de 1 pour cent et de 2 pour cent sur la valeur c.a.f. affectés au Fonds de développement en faveur de l'enfance et au Fonds national pour la nutrition et la protection de l'enfance équatorienne, qui étaient dictés par des considérations de sécurité sociale, avaient été supprimés par la nouvelle Loi sur les douanes. A cet égard, l'intervenant a assuré le Groupe de travail que l'Equateur se conformerait totalement aux dispositions de l'article VIII de l'Accord général. Le Groupe de travail a pris note de ces assurances.

17. Le représentant de l'Equateur a indiqué que son gouvernement avait adopté des mesures visant à réviser la procédure d'application des taxes de contrôle douanier de 0,5 pour cent et de 1 pour cent mentionnées au paragraphe 16 pour les mettre en conformité avec l'article VIII. La redevance de 1 pour cent avait été supprimée et seule était appliquée une taxe ad valorem de 0,5 pour cent sur les importations relevant du régime de l'admission temporaire et non sur les importations destinées à la consommation. Un plafond de 15 unités de valeur constantes, correspondant actuellement à environ 60 dollars EU, avait été établi pour la taxe à l'importation de 0,5 pour cent, afin de faire en sorte que la taxe perçue corresponde mieux au coût des services rendus. C'était actuellement la seule taxe ou imposition, en dehors des droits de douane, s'appliquant exclusivement aux importations. Une unité de valeur constante était libellée en sucres et indexée sur les augmentations de l'indice des prix à la consommation. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Impôt sur les biens de consommation spéciaux

18. Certains membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur la nature de l'impôt sur les biens de consommation spéciaux, son champ d'application, les taux d'imposition et leurs modalités d'application. Dans ce contexte, ils ont mentionné en particulier l'incidence plus élevée de cet impôt sur certains produits du tabac importés que sur les produits nationaux et la nécessité de l'uniformiser afin d'en assurer la conformité avec l'article III de l'Accord général. Le représentant de l'Equateur a répondu que l'impôt sur les biens de consommation spéciaux était un droit d'accise perçu sur les cigarettes (SH 2401), alcools et boissons alcooliques (SH 2208), bières (SH 2203), boissons gazeuses (SH 2201) et eaux minérales et purifiées (SH 2202). Le taux d'imposition variait entre 5 pour cent pour les eaux minérales et purifiées et 260 pour cent pour les cigarettes de tabac léger de marques étrangères fabriquées sous licence dans le pays ou importées. L'impôt était perçu sur les produits tant nationaux qu'importés. Le taux en était déterminé par application des taux ad valorem respectifs aux prix départ usine ou départ douanes, selon le cas. En cas de consommation de produits fabriqués dans le pays, l'impôt était perçu au moment du transfert par le fabricant, qu'il s'effectue à titre onéreux ou gracieux. En cas de consommation de produits importés, il était perçu au moment du dédouanement. L'intervenant a fait observer qu'en vertu de l'article 53 de la Constitution, le Congrès national avait le pouvoir de légiférer sur toutes les questions fiscales.

19. Le représentant de l'Equateur a reconnu que les taux de l'impôt sur les biens de consommation spéciaux appliqués à un certain nombre de produits importés étaient supérieurs à ceux qui étaient appliqués aux produits similaires d'origine nationale et que cette pratique n'était pas conforme à l'article III. L'impôt serait perçu de manière uniforme le 31 juillet 1996 au plus tard. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

20. En réponse à une question sur la nature et le champ d'application de la TVA, le représentant de l'Equateur a fait remarquer que cette taxe était appliquée globalement aux importations et aux produits d'origine nationale à un taux uniforme de 10 pour cent mais que les importations du secteur public en étaient exemptées. L'assiette d'imposition des importations était la valeur c.a.f. Les produits agricoles d'origine nationale et importés vendus étaient exonérés de la TVA, tout comme les produits agricoles primaires, intrants, médicaments pour usage humain, machines et matériels agricoles importés et d'origine nationale étaient exonérés de la TVA. Les produits exportés étaient aussi exonérés de la TVA. Aucun traitement spécial n'était appliqué en matière d'exonération de la TVA en raison du statut NPF ou de l'origine des matières premières importées.

21. Le représentant de l'Equateur a dit que l'incidence de la TVA était la même pour les produits d'origine nationale et les produits importés dans tous les cas; son gouvernement appliquerait la TVA conformément aux dispositions de l'Accord général, en particulier les articles III et VIII. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Régime douanierProcédures et pratiques douanières

22. Certains membres du Groupe de travail ont posé des questions sur les procédures et pratiques douanières, y compris les règles d'admission temporaire, les procédures d'exemption et de suspension, les documents requis pour la déclaration en douane, la structure et les fonctions de la nouvelle Administration nationale des douanes, et les intentions de l'Equateur concernant l'acceptation du Code d'évaluation en douane issu des NCM, etc. Le représentant de l'Equateur a déclaré que la Loi sur l'Administration nationale des douanes était entrée en vigueur le 9 mars 1994. Cette loi visait à simplifier les procédures et à améliorer l'efficacité des services douaniers offerts par l'Etat et à réglementer les relations juridiques entre l'Etat et les personnes intervenant dans le mouvement international des marchandises à l'intérieur du territoire douanier. La loi regroupait et organisait toutes les dispositions applicables à l'Administration douanière qui étaient dispersées dans divers instruments juridiques. Elle apportait les changements suivants par rapport au système antérieur: i) elle simplifiait et réduisait les formalités et procédures douanières; ii) elle permettait de confier diverses activités au secteur privé, par exemple la surveillance, le contrôle, l'évaluation, l'entreposage et les autres activités relatives aux marchandises qui franchissaient la frontière douanière. En outre, les sommes à acquitter à la douane pouvaient être versées à des établissements du système bancaire national; iii) elle établissait le principe de la confiance faite au contribuable, en laissant à celui-ci le soin de calculer et de régler d'avance les droits de douane; iv) elle classait les infractions douanières en délits, contraventions et fautes (inobservation des règlements); v) elle introduisait un système aléatoire d'évaluation en douane appliqué à titre de mesure de contrôle sur la base d'un programme automatisé; auparavant, en règle générale, l'évaluation exigeait une présence physique; vi) elle instaurait un type et une classe uniques de garantie douanière, alors que dans la loi précédente, il y avait des garanties douanières générales, spécifiques et spéciales, dont le montant était variable et déterminé selon des systèmes différents; vii) elle réduisait les effectifs de l'Administration douanière en éliminant certaines fonctions et certaines responsabilités inutiles, tout en instituant une carrière douanière afin d'encourager la professionnalisation et la promotion au mérite du personnel des douanes; viii) elle prévoyait l'abrogation de lois et de normes juridiques qui, sur le plan douanier, avaient perdu leur utilité pratique ou faisaient obstacle à l'efficacité de l'Etat. La structure administrative des douanes était placée sous l'autorité du Ministre des finances et du crédit public en qualité de représentant du Président de la République. Cette structure comprenait aussi un organe consultatif, le Comité technique douanier, et la Direction nationale des douanes. Le Comité technique consultatif avait notamment pour rôle de se prononcer sur les projets de décrets exécutifs relatifs aux droits de douane et aux règles d'évaluation en douane. La Direction nationale des douanes

se composait des administrations de district et du Service de surveillance douanière et était chargée de détecter et de prévenir les délits douaniers. Les certificats ou redevances consulaires n'étaient pas requis pour les documents relatifs aux échanges commerciaux ou aux fins de la déclaration en douane.

23. S'agissant des documents requis aux fins de la déclaration en douane, le représentant de l'Equateur a indiqué qu'ils comprenaient l'original ou un exemplaire négociable du connaissement, la lettre de transport aérien ou la feuille d'expédition, la facture commerciale, et le certificat d'origine, si nécessaire. En outre, un contrôle sanitaire était obligatoire pour l'importation, la commercialisation, le stockage ou le transport sur le territoire national des produits suivants: produits alimentaires transformés ou additifs, médicaments en général, drogues ou appareils médicaux, cosmétiques, articles d'hygiène ou parfums et pesticides pour usage domestique, industriel ou agricole. Un rapport favorable de l'Institut national d'hygiène du Ministère de la santé publique était nécessaire pour obtenir l'autorisation correspondante. En réponse à des questions concernant la justification d'une telle mesure, le représentant de l'Equateur a souligné que le contrôle sanitaire avait pour but de protéger la santé publique et ne constituait pas un obstacle non nécessaire au commerce.

Admission temporaire

24. Un membre du Groupe de travail a demandé des précisions sur les règles relatives à l'admission temporaire de marchandises dans le pays. Le représentant de l'Equateur a indiqué que c'était le Ministère des finances qui était habilité à autoriser cette admission. Il incombait à l'importateur de fournir les détails de tous les produits figurant sur le manifeste des marchandises, de présenter une déclaration en douane et de déposer une garantie égale à la valeur des droits et impositions qui seraient perçus pour une importation avec mise à la consommation ("nationalisation") des marchandises. Au titre du régime d'admission temporaire, les machines et matériels importés pouvaient, si nécessaire, rester dans le pays en exemption du paiement de droits jusqu'à l'achèvement des contrats qui avaient été conclus en bonne et due forme entre des entreprises publiques ou privées et l'Etat, des collectivités provinciales et municipales ou d'autres institutions du secteur public. L'article 82 de la Loi organique sur les douanes et l'article 350 de son Règlement d'application énuméraient les marchandises pouvant bénéficier de l'admission temporaire. Celle-ci pouvait être prolongée, par décision du Ministère des finances, selon les besoins de la mise en oeuvre des projets visés par ce régime. Les marchandises "nationalisées" ou les marchandises fabriquées en Equateur pouvaient être expédiées à l'étranger pour une période de six mois et réadmis dans le pays sans paiement de droits, au titre de l'exportation temporaire.

Ristourne de droits

25. Répondant à d'autres questions, le représentant de l'Equateur a fait savoir que le mécanisme de ristourne de droits avait été institué en mai 1993. Au titre de ce régime, les droits et les taxes indirectes acquittés sur des matières premières et d'autres produits importés qui étaient matériellement incorporés dans le produit exporté étaient en totalité ou en partie remboursés. Ce mécanisme ne s'appliquait qu'à des personnes physiques ou morales qui exportaient des produits contenant des éléments importés. Il n'existait aucune statistique concernant son fonctionnement qui était cependant pleinement compatible avec le principe NPF.

Evaluation en douane

26. Certains membres du Groupe de travail ont fait observer que, le 1er novembre 1993, le gouvernement équatorien avait adopté l'Accord ministériel n° 786 qui établissait des prix officiels minimaux pour la quasi-totalité des produits textiles et des vêtements (catégories 5007-6310 du SH) jusqu'à la fin de l'année. L'Accord prévoyait que chaque produit textile et chaque vêtement étaient assujettis à un prix officiel minimal par kilogramme. Il apparaissait aussi que l'Equateur pourrait

appliquer des mesures analogues à des importations dans d'autres secteurs, notamment pour l'acier, les pneumatiques, les bières et les appareils.

27. Interrogé sur le système des prix minimaux appliqués aux textiles et sur sa justification au regard de l'Accord général, le représentant de l'Equateur a répondu que la liste actuelle des prix minimaux appliqués aux textiles figurait dans l'Arrêté ministériel n° 073 du 31 janvier 1994. La mesure consistant à fixer, pour les textiles, des prix minimaux pour l'évaluation en douane avait une double finalité, à savoir défendre les intérêts du fisc et combattre la concurrence déloyale que devaient affronter les produits nationaux. L'Equateur s'était vu dans l'obligation d'établir un système de prix minimaux pour l'évaluation en douane d'une large gamme de tissus, en raison de la tendance croissante à sous-évaluer les prix déclarés pour les produits textiles et afin de faire face à la difficulté qui en découlait pour l'application des règles d'évaluation en douane. L'Equateur avait connu un grave problème d'évasion fiscale et de dysfonctionnement du marché intérieur des textiles. Le système des prix minimaux avait été une mesure temporaire principalement destinée à stabiliser le marché. Néanmoins, l'Arrêté ministériel n° 752 du 14 octobre 1994 avait supprimé ce système.

28. En réponse à une question concernant la position de l'Equateur à l'égard du Code de l'évaluation en douane issu des NCM, le représentant de l'Equateur a déclaré qu'en matière d'évaluation en douane, la législation équatorienne stipulait que les dispositions de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII de l'Accord général étaient d'application. Lorsqu'il accèderait à l'OMC, l'Equateur notifierait sa décision de faire usage de la réserve qui accordait aux pays en développement le droit de différer l'application de la méthode de la valeur calculée. L'Equateur avait appliqué, sur une base limitée et à titre temporaire, des valeurs minimales ou de référence à certains produits y compris, notamment, les textiles, l'acier, les pneumatiques, les bières et les appareils. Le 14 octobre 1994, l'Arrêté ministériel n° 752 avait abrogé l'Arrêté ministériel relatif au système de prix minimaux pour l'évaluation en douane des produits industriels et des produits agricoles non soumis au système de fourchette des prix. Le 17 octobre 1994, l'Equateur avait introduit un système d'inspection avant expédition qui serait appliqué conformément à l'Accord pertinent de l'OMC.

29. Le représentant de l'Equateur a dit que son gouvernement continuerait à ne pas appliquer de valeurs en douane minimales après la date de l'accession de l'Equateur à l'OMC. L'Equateur se conformerait aux dispositions des Accords sur l'inspection avant expédition et sur l'évaluation en douane, à compter de la date de son accession. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Mesures non tarifaires

30. Des membres du Groupe de travail ont déclaré qu'en dépit des progrès considérables réalisés en matière de libéralisation du commerce, l'Equateur semblait toujours être doté d'un système extrêmement complexe et plutôt généralisé de contrôles, prohibitions, autorisations ou enregistrements, qui non seulement entravait le libre flux des échanges mais pouvait aussi entraîner d'importantes distorsions des échanges. A cet égard, il a été spécialement fait référence aux restrictions à l'importation de textiles et vêtements, pneumatiques et véhicules automobiles usagés, aux contrôles des prix dans le secteur pharmaceutique et aux restrictions frappant un nombre significatif de produits agricoles et de matières premières. De l'avis de ces membres, à moins qu'il ne puisse justifier les restrictions existantes au regard du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC, l'Equateur devrait supprimer toutes les restrictions pour la date de son accession à l'OMC.

31. Le représentant de l'Equateur a indiqué que son gouvernement éliminerait d'ici à la date de l'accession toutes les restrictions non tarifaires à l'importation et à l'exportation qui n'étaient pas mentionnées aux paragraphes 34, 38, 41 et 48 qui ne pouvaient être spécifiquement justifiées au regard des dispositions des accords de l'OMC, en particulier les Accords sur l'agriculture et les procédures de licences d'importation, et l'article XI du GATT de 1994. Des mesures de ce type ne seraient pas

appliquées ou réintroduites après l'accession à l'OMC, à moins qu'elles ne soient expressément prévues par l'Accord sur l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Prohibitions à l'importation

32. Selon le représentant de l'Equateur, les autorités équatoriennes estimaient que les restrictions qui restaient en vigueur à l'importation et à l'exportation étaient conformes aux dispositions de l'Accord général. La Loi n° 72, publiée au Journal officiel n° 441 du 21 mai 1990, qui portait modification de la Loi tarifaire avait notamment supprimé les dépôts préalables à l'importation, les contingents et les licences préalables à compter du 1er janvier 1991. Le système des interdictions en vigueur était destiné à protéger la vie des personnes et des animaux, à maintenir l'équilibre écologique (préservation des espèces) et à répondre à des considérations de sécurité nationale. Une liste de 28 sous-positions tarifaires visées par des prohibitions à l'importation avait été jointe en annexe 2 au document L/7301/Add.1. La Résolution n° 893-94 du Conseil monétaire, du 2 août 1994, avait limité la prohibition à l'importation aux 13 positions suivantes: 29035920; 29109010; 29109020; 29201010; 29201020; 40121010; 40121090; 40122000; 41032000; 41072100; 41072900; 96011000; 96019000. Ces positions correspondaient à certains produits chimiques, aux pneumatiques usagés non rechapés, aux peaux de reptiles et aux ouvrages en ivoire. L'Equateur considérait que ces interdictions d'importer étaient justifiées au regard des articles XX et XXI de l'Accord général. Les restrictions à l'importation qui visaient les pneumatiques non rechapés et les automobiles d'occasion relevant des positions 87012000, 8702100010, 8702100020, 8702100030, 8702109010, 8702900000, 87029010, 8702909010, 8702909020, 8702909030, 8703100000, 8703210090, 8703220090, 8703230090, 8703240090, 8703310090, 8703320090, 8703330000, 8703900000, 87041000, 8704210020, 8704210090, 8704220000, 8704230000, 8704310020, 8704310090, 87043200, 8704900000, 87060010, 8706009019, 8706009091, 8706009099 et 8707009099 et les vêtements usagés relevant de la position 6309 seraient levées le 1er juillet 1996 au plus tard.

33. Certains membres du Groupe de travail étaient en désaccord avec l'analyse et l'affirmation de l'Equateur selon lesquelles toutes les prohibitions à l'importation qui étaient appliquées se justifiaient au regard des articles XX et XXI de l'Accord général. A leur avis, l'Equateur devrait établir, pour l'importation de vêtements, pneumatiques et automobiles usagés, des critères valides et compatibles avec la nécessité de protéger la santé et la sécurité des consommateurs et des citoyens et ne devrait recourir qu'à une protection tarifaire consolidée dans ses listes d'accès aux marchés à des taux appropriés. Comme le prévoyait l'article III de l'Accord général, de tels critères devraient s'appliquer sur une base d'égalité tant aux produits nationaux qu'aux produits importés mis en vente et être administrés conformément à l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation.

34. Le représentant de l'Equateur a indiqué que son gouvernement éliminerait d'ici à la date de l'accession toutes les restrictions non tarifaires à l'importation et à l'exportation (y compris toutes les restrictions quantitatives en vigueur dans le secteur agricole) qui ne pouvaient être spécifiquement justifiées au regard des dispositions des accords de l'OMC (par exemple, interdictions, contingents, permis et licences), en particulier des Accords sur l'agriculture et sur les procédures de licences d'importation, et de l'article XI du GATT de 1994. A cet égard, l'Equateur éliminerait d'ici au 1er juillet 1996 les interdictions d'importer qui frappaient les articles usagés énumérés au paragraphe 32 en les remplaçant si nécessaire par des critères objectifs appliqués de la même façon aux produits d'origine nationale et aux produits importés pour la préservation des végétaux, la santé des animaux et des personnes ainsi que la sécurité, et administrés conformément aux dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation; il s'agissait, par exemple, des interdictions qui visaient les vêtements, automobiles et pneumatiques usagés. Des mesures de ce type ne seraient pas appliquées ou réintroduites après l'accession à l'OMC, à moins qu'elles ne soient expressément prévues par les accords de l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Autorisation préalable

35. Le représentant de l'Equateur a indiqué que la liste des produits soumis à "autorisation préalable" jointe en annexe 3 au document L/7301/Add.1 avait été libéralisée par le Décret exécutif n° 1572 du 18 mars 1994. Il a ajouté qu'une nouvelle libéralisation avait été opérée le 21 mars 1995, comme indiqué dans la décision du Conseil monétaire n° 921-95. Le régime de l'autorisation préalable consistait à obtenir l'approbation de certains organismes officiels à des fins de protection de la santé, de la moralité publique, de l'environnement et des intérêts essentiels de la sécurité. Dans ces cas, l'importateur ou la partie concernée présentait une demande contenant les informations requises pour examen par l'autorité compétente. L'autorisation du Ministère de la défense nationale serait, par exemple, nécessaire pour l'importation d'explosifs et celle du Conseil national de contrôle des stupéfiants et substances psychotropes (CONSEP), pour l'importation de substances psychotropes ou de stupéfiants. L'intervenant a ajouté que le régime de licences d'importation en vigueur était le suivant: l'Etat équatorien garantissait à toute personne physique ou morale résidant sur son territoire le droit de réaliser des opérations de commerce extérieur. Pour obtenir une licence d'importation, il fallait d'abord remplir un formulaire de déclaration d'importation et le présenter à la Banque centrale de l'Equateur, accompagné d'une demande de licence sous forme de note ou de lettre. Le régime de licences d'importation avait été dûment rendu public et, par conséquent, les agents effectuant des opérations de commerce extérieur en avaient pleinement connaissance. Il n'avait pas pour objectif de restreindre la quantité ou la valeur des importations. Les licences s'appliquaient aux importations de toutes provenances et étaient automatiquement approuvées avant l'acheminement des marchandises importées. Tout importateur ayant satisfait aux conditions d'obtention d'une licence d'importation pour des marchandises soumises à l'autorisation préalable des organismes publics compétents pouvait procéder à l'importation. La Banque centrale de l'Equateur exigeait la présentation de l'autorisation, que les autorités compétentes ne délivraient que si elles jugeaient que l'utilisation des produits concernés n'entraînait pas de risque injustifié pour la santé, la sécurité et l'environnement. L'importation de marchandises dangereuses pour la santé des personnes et des animaux, d'armes et de munitions et de produits nuisibles à l'environnement était soumise à autorisation préalable. Il ne s'agissait en aucun cas de limiter la quantité ou la valeur de ces marchandises. Etant donné qu'il existait un régime d'importation libre, la licence d'importation était surtout utilisée à des fins statistiques. La Banque centrale de l'Equateur délivrait la licence d'importation au plus tard trois jours ouvrables après le dépôt de la demande. Les marchandises qui arrivaient à quai sans licence d'importation pouvaient être dédouanées après accomplissement des formalités normales d'importation et paiement d'une amende représentant 10 pour cent de leur valeur c.a.f. Une déclaration d'importation visée par la Banque centrale de l'Equateur n'était pas exigée pour dédouaner des marchandises placées en entrepôt ou sur des champs de foire. Les licences d'importation devaient obligatoirement être obtenues avant l'expédition des marchandises et non après. La Banque centrale était le seul organisme habilité à délivrer des licences d'importation et une demande de licence pouvait être déposée à n'importe quelle période de l'année. L'importateur ne pouvait se faire enregistrer qu'auprès de la Banque centrale et devait pour cela remplir des formulaires indiquant son domicile, sa citoyenneté et son statut fiscal, et fournir les signatures des personnes chargées d'endosser les documents d'importation. Lors du dédouanement, l'importateur devait présenter aux douanes, outre les documents remis par la Banque centrale, un formulaire de vérification finale, intitulé "déclaration en douane", qui servait de base au calcul puis au paiement des droits de douane. Le formulaire de licence d'importation coûtait 0,20 dollar des Etats-Unis et aucun dépôt ou paiement préalable n'était exigé pour obtenir une licence. La durée de validité d'une licence d'importation était normalement de 180 jours à compter de la date de sa délivrance. Elle pouvait être prorogée de deux ans au maximum. Les règlements ne prévoyaient pas le transfert ou la cession de licences entre importateurs. Ceux-ci pouvaient obtenir sur le marché libre des changes les devises dont ils avaient besoin pour leurs opérations; le régime de change était libre et son accès n'était soumis à aucune restriction. Des informations détaillées communiquées par l'Equateur en réponse au "Questionnaire concernant les procédures en matière de licences d'importation" figuraient dans le document L/7523/Add.1.

36. Certains membres du Groupe de travail ont noté que le système d'autorisation préalable de l'Equateur constituait un régime de licences d'importation discrétionnaire et qu'il serait incompatible avec les règles de l'OMC à moins qu'il ne satisfasse aux dispositions de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. En outre, les critères appliqués pour évaluer l'innocuité des produits assujettis au système d'autorisation préalable ne semblaient pas être publiés et portés à la connaissance des commerçants comme l'exigeait l'article 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Certains membres ont indiqué qu'ils étaient particulièrement préoccupés par le fait que le système d'autorisation préalable pour certains produits agricoles et non agricoles ne permettait pas de notifier aux exportateurs de façon adéquate les normes équatoriennes en matière d'importations, qu'il n'était pas appliqué en vue de protéger la vie ou la santé des personnes et des animaux ou de préserver les végétaux, qu'il ne reposait pas sur des principes scientifiques et qu'il était maintenu en vigueur sans preuves scientifiques suffisantes. Sur ces points, le représentant de l'Equateur a indiqué que le cadre juridique équatorien sur lequel repose le système d'autorisation préalable était pleinement compatible avec l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et avec l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Le représentant de l'Equateur a rappelé aux membres du Groupe de travail le document L/7523/Add.1 en date du 23 septembre 1994 qui fournissait les renseignements requis conformément à l'annexe du document L/5640/Rev.10: "Questionnaire sur les procédures de licences d'importation". Ce document exposait le cadre juridique en vigueur en Equateur pour les procédures de licences d'importation et montrait que ce système était compatible avec les règles de l'OMC. L'Equateur s'engageait à faire en sorte que le système d'autorisation préalable soit pleinement compatible avec les règles de l'OMC et reconnaissait l'obligation qui lui incombait de veiller à ce que l'application du système d'autorisation préalable soit compatible, notamment, avec les articles 2, 5 et 7 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et avec l'article 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

37. En ce qui concerne l'importation d'équipements de télécommunication, le représentant de l'Equateur a indiqué qu'elle nécessitait l'autorisation préalable de la Direction des télécommunications et non celle de la Banque centrale de l'Equateur. Le rôle de celle-ci se limitait à l'enregistrement des importations à des fins statistiques. Les entreprises privées pouvaient obtenir les licences nécessaires pour importer des équipements de télécommunication destinés à leur propre usage. Une licence délivrée par la Direction des télécommunications était nécessaire pour importer les équipements suivants, entre autres: terminaux téléphoniques, données et télex, modems, terminaux de réseaux numériques avec intégration des services, et terminaux de systèmes téléphoniques cellulaires mobiles agréés, raccordés à un point terminal d'un système public ou privé et donnant accès à un ou plusieurs services de télécommunication. Il ne s'agissait pas de limiter le volume ou la valeur des importations, mais seulement d'assurer le bon interfonctionnement des terminaux avec les réseaux de télécommunication. Le système s'appliquait aux produits importés, quel que soit le pays d'origine. Toutes les personnes physiques et morales pouvaient demander une autorisation pour les équipements susmentionnés. Le certificat d'homologation suffisait ensuite pour importer des équipements analogues. Le représentant de l'Equateur a rappelé que l'autorisation préalable ne servait pas à limiter la quantité ou la valeur des importations.

38. Le représentant de l'Equateur a déclaré que toute autorisation préalable ou condition de délivrance de licence incompatible avec les dispositions de l'Accord général de 1994 ou des Accords commerciaux multilatéraux, en particulier de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation, serait supprimée au moment de l'accession. A compter de la date de l'accession, les mesures additionnelles seraient uniquement appliquées conformément aux articles de l'Accord général de 1994, par exemple les articles III et XX, et aux Accords de l'OMC. Si cela était justifié en vertu des dispositions pertinentes, les restrictions seraient mises en oeuvre conformément à l'Accord sur les procédures de licences d'importation. En outre, l'Equateur veillerait à ce que les restrictions et les prescriptions en matière de licences d'importation encore en vigueur soient appliquées de façon compatible avec l'article XIII du GATT de 1994 et il appliquerait toutes les restrictions conformément au principe de

non-discrimination. L'intervenant a en outre confirmé que, si demande lui en était faite, son gouvernement entrerait en consultations avec les parties contractantes au sujet de l'effet de ces mesures sur leurs échanges. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Secteur agricole

39. Certains membres du Groupe de travail ont estimé que la législation équatorienne prévoyait des restrictions quantitatives et d'autres mesures non tarifaires à l'importation pour un certain nombre de raisons qui ne semblaient pas se justifier au regard du GATT, par exemple des contingents d'importation pour les fruits, le sucre et autres matières premières agricoles et des licences d'importation saisonnières. A leur avis l'Equateur devrait annoncer la suppression, à la date de son accession, des restrictions qui ne trouvaient pas de justification spécifique au regard des dispositions du GATT/de l'OMC. En outre, l'Equateur devait expliquer les restrictions non tarifaires qui restaient en vigueur pour les produits agricoles, compte tenu des obligations qu'il allait assumer en vertu de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture. Enfin, l'Equateur a été invité à fournir une liste complète des mesures non tarifaires encore en vigueur et d'indiquer la nature des restrictions, leur fondement juridique et leur justification au regard des dispositions des Accords de l'OMC.

40. En réponse à ces questions, le représentant de l'Equateur a déclaré que la liste des restrictions agricoles ainsi que des ministères et autres organismes dont l'approbation était requise pour l'importation figurait à l'annexe 3 du document L/7301/Add.1. Il a ajouté que l'Equateur avait supprimé la plupart des restrictions non tarifaires, y compris les licences, contingents et prohibitions à l'importation applicables aux produits agricoles, par le biais du décret régissant la mise en oeuvre du mécanisme d'ajustements tarifaires également appelé "système de fourchettes des prix". Certains membres du Groupe de travail ont insisté sur le fait que l'Equateur devrait supprimer les procédures d'autorisation préalable appliquées à l'importation de produits agricoles qui étaient incompatibles avec les dispositions de l'Accord de l'OMC. D'autres membres ont mis en garde contre les demandes faites à l'Equateur de prendre, au moment de son accession au GATT de 1947, des mesures qui dépasseraient le cadre des obligations prévues par ledit accord.

41. Le représentant de l'Equateur a indiqué que toutes les restrictions énumérées au paragraphe 39 visant les produits agricoles seraient mises en conformité avec les règles de l'Accord général de 1994 et de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture. Les restrictions saisonnières qui frappaient les importations de fruits et les contingents d'importation pour le blé établis par l'Accord interministériel n° 061 du 31 janvier 1991 avaient été éliminées en novembre 1994. Au moment de son accession à l'OMC, l'Equateur annulerait l'Accord interministériel n° 067 du 20 février 1978, disposition encore en vigueur qui autorisait des organismes officiels à établir des contingents ou autres restrictions pour l'importation de produits agricoles. Les engagements de l'Equateur concernant les subventions intérieures et à l'exportation étaient reproduits dans la liste de l'Equateur concernant les produits agricoles. La liste de l'Equateur concernant les produits agricoles était soumise au Groupe de travail. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Système de fourchette des prix

42. Le système de fourchette des prix qui permettait d'appliquer des prélèvements variables aux importations de certains produits agricoles a fait l'objet de questions qui portaient sur la nature du système, le mécanisme d'établissement et d'ajustement des fourchettes de prix, les produits concernés, la justification du système au regard du GATT et l'existence de plans destinés à le supprimer progressivement. Certains membres ont relevé que l'utilisation de prix minimaux à l'importation et d'impositions variables semblait être en contradiction avec les obligations découlant des articles II, VI et VII de l'Accord général de 1994, de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et de l'Accord

de l'OMC sur l'agriculture. Ils estimaient que l'Equateur devrait supprimer progressivement ce mécanisme ou le rendre conforme aux obligations susmentionnées.

43. Le représentant de l'Equateur a répondu que le système de fourchette des prix était un mécanisme d'ajustement tarifaire andin qui servait à stabiliser l'impact des prix internationaux sur le marché équatorien. Il permettait de remédier aux distorsions et aux fluctuations des prix internationaux provoquées par les prix garantis, les achats d'excédents, les subventions au stockage, les contingents d'importation, les mécanismes de stabilisation, et les primes et subventions à l'exportation qui faisaient partie, entre autres, de la politique agricole de certains pays exportateurs. Grâce à ce mécanisme, le secteur de la production agricole disposait de signaux clairs et transparents lui permettant de programmer ses activités de production. Le mécanisme s'appliquait aux importations de produits relevant de 130 positions tarifaires à huit chiffres en provenance de pays n'appartenant pas au Groupe andin et qui étaient spécifiés dans l'annexe.

44. Le représentant de l'Equateur a ajouté que dans son application, le mécanisme faisait la distinction entre deux sortes de produits: le produit "marqueur", c'est-à-dire le produit dont le prix international était utilisé pour calculer les valeurs minimale et maximale; et les produits de substitution et dérivés du produit "marqueur", c'est-à-dire des produits qui pouvaient remplacer, pour l'usage industriel ou la consommation, le produit marqueur, ainsi que les produits obtenus par la transformation ou le mélange de produits marqueurs. Le fonctionnement de la fourchette de prix pouvait se résumer comme suit: a) si le prix international d'un produit agricole était, au moment de l'importation, inférieur au prix fixé comme prix plancher, il était perçu en sus du droit ad valorem, un impôt additionnel dénommé droit spécifique; b) si le cours mondial était situé entre le prix plancher et le prix plafond de la fourchette des prix, il n'était perçu que le droit ad valorem; et c) si le cours mondial était supérieur au prix plafond de la fourchette des prix, le produit importé bénéficiait d'une réduction du droit ad valorem. Pour calculer les prix plancher et plafond, on prenait une série constituée des 60 derniers prix f.a.b. sur le marché de référence. Pour tenir compte de l'inflation, on corrigeait la série des prix f.a.b. des produits en lui appliquant l'indice des prix à la consommation des Etats-Unis. On calculait la moyenne de la série corrigée des effets de l'inflation. On retranchait de cette moyenne un écart type et la valeur obtenue était le prix plancher f.a.b. Si au lieu de retrancher, on ajoutait l'écart type à la moyenne de la série corrigée, on obtenait le prix plafond. Enfin, si l'on ajoutait aux prix plancher et plafond le montant du fret et de l'assurance, on obtenait les prix c.a.f. On entendait par marché de référence celui sur lequel étaient choisis les prix internationaux qui servaient à déterminer les prix plancher et plafond. Le marché de référence était choisi en fonction de plusieurs critères: i) origine traditionnelle des importations; ii) disponibilité immédiate, fiable et continue des prix internationaux; iii) caractère représentatif du marché. Pour être inclus dans la fourchette, un produit devait a) être produit dans la sous-région andine; b) faire l'objet de subventions de la part des pays exportateurs; c) présenter de fortes fluctuations de prix; d) être un produit de substitution de ceux qui étaient dans la fourchette. On déterminait le droit additionnel ou la réduction de droit en comparant le prix c.a.f. international de référence avec les prix plancher et plafond c.a.f. Le prix c.a.f. international de référence était la moyenne des prix quotidiens observés sur le marché de référence pendant 15 jours consécutifs, au moyen d'un système d'information par satellite, par la Direction du commerce intérieur et extérieur, qui dépendait du Sous-Secrétariat de la politique et de l'investissement sectoriel, lui-même relevant du Ministère de l'agriculture et de l'élevage. Le droit variable additionnel ajouté au droit ad valorem s'appliquait seulement lorsque le prix de référence de la quinzaine était inférieur au prix plancher c.a.f. La réduction tarifaire s'appliquait seulement lorsque le prix de référence était supérieur au prix plafond c.a.f.

45. En réponse à d'autres questions sur les prix de référence servant à déterminer les niveaux du droit additionnel ou de la réduction tarifaire, le représentant de l'Equateur a indiqué que les prix retenus pour déterminer les droits de douane étaient les cours provenant des principales bourses de produits agricoles par exemple celles de Chicago, de Rotterdam, de Thaïlande, d'Allemagne et d'Argentine,

ainsi que les cotations reconnues au niveau mondial et largement disponibles par le biais des moyens spécialisés de transmission électronique. Les prix étaient rassemblés suivant une procédure claire et transparente; ils étaient publiés tous les 15 jours dans les principaux journaux et revues. Les marchés de référence pour les différents produits étaient les suivants: riz: Bourse des marchandises de Thaïlande; maïs, soja, huile de soja, blé: Bourse des matières premières de Chicago; huile de palme: Bourse de Rotterdam; viande: Credit Commodity Corporation; viande de volaille: Urner Barry Publication; orge: Cours de Portland; sucre: Contrat n° 5 à la Bourse de Londres.

46. Certains membres se sont référés à l'harmonisation du système de fourchette des prix de l'Equateur avec celui des pays membres du Groupe andin. Le représentant de l'Equateur a dit que le système andin de fourchette des prix avait été approuvé, après trois ans de négociations intenses, par les Ministères de l'agriculture et de l'élevage des pays membres et était entré en vigueur en février 1995. Le nombre des produits visés actuellement par le mécanisme équatorien était inférieur à celui des produits qui seraient visés par le système harmonisé andin. En conclusion, l'intervenant a déclaré que le mécanisme d'ajustement tarifaire, également appelé système de fourchette des prix, était un mécanisme transitoire, clair et transparent de stabilisation de la production nationale, fournissant aux agents économiques des indications non arbitraires et concrètes pour les aider à planifier de façon appropriée leurs activités agricoles. Il était fondé sur une observation effective du marché et était actualisé au vu de l'évolution des marchés agricoles présentant un intérêt pour les importations du pays. La fourchette des prix constituait une mesure tarifaire dynamique qui avait supprimé l'intervention de l'Etat dans la détermination des prix et avait découragé les anticipations des spéculateurs, principaux bénéficiaires des distorsions du marché.

47. Notant que le système de fourchette des prix était en contradiction avec la lettre et l'esprit de l'Acte final du Cycle d'Uruguay, certains membres du Groupe de travail ont demandé si l'Equateur avait établi des plans pour le supprimer progressivement, étant donné qu'il en avait affirmé le caractère temporaire. Ils estimaient que l'Equateur devrait s'engager dans le Protocole d'accession à le supprimer rapidement ou à le modifier afin de remplir les obligations du GATT/de l'OMC. Un membre a demandé si l'Equateur entreprendrait, au moment de son accession, une transformation en droits de douane des droits appliqués dans le système de fourchette des prix, comme le stipulait l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture. Un autre membre a exprimé son espoir que le système ne conduirait pas à des niveaux tarifaires supérieurs aux consolidations négociées. Le représentant de l'Equateur a souligné que ce mécanisme d'ajustement tarifaire avait un caractère temporaire aussi bien dans sa conception initiale que dans son application pratique dans le cadre du Pacte andin. Il visait à renforcer la production agricole nationale de façon à limiter autant que possible les risques imputables à l'incertitude des marchés internationaux de produits agricoles, actuellement perturbés par les subventions directes et indirectes qui avaient fait l'objet de longs débats au cours du Cycle d'Uruguay et qui empêchaient la transparence du marché agricole mondial.

48. Le représentant de l'Equateur a indiqué que son gouvernement s'engageait à appliquer le mécanisme d'ajustement tarifaire conformément à la disposition de l'article II de l'Accord général de 1994 et sans amoindrir les taux de droits consolidés repris dans la liste de concessions du pays. Il a ajouté qu'afin de respecter les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, l'Equateur éliminerait progressivement le système de fourchette des prix en sept ans, suivant le calendrier joint au protocole d'accession de l'Equateur. Pendant la période de suppression progressive de ce mécanisme, il n'élargirait pas le champ d'application du système ni ne réintroduirait des produits dans le système. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Mesures sanitaires et phytosanitaires

49. Certains membres ont fait observer que les médicaments, cosmétiques et produits alimentaires vendus en Equateur étaient assujettis à l'obtention d'un certificat sanitaire, processus qui pouvait prendre

plusieurs mois pour chaque produit commercialisé. Les formalités étaient excessivement onéreuses pour les importations et devraient être simplifiées afin d'éviter qu'elles ne constituent une entrave inutile au commerce. En outre, des contrôles sanitaires et phytosanitaires étaient souvent appliqués à l'importation de produits agricoles sans notification ou consultation appropriée ni base scientifique claire. Ces mesures avaient posé un problème particulier dans le cas de la volaille car les formalités de certification appliquées pour des raisons sanitaires ou de quarantaine avaient de fait constitué une interdiction d'importation.

50. Le représentant de l'Equateur a répondu que l'importation de produits agricoles et alimentaires était subordonnée à la délivrance d'un "permis d'importation phytosanitaire" par le Ministère de l'agriculture. La Loi sur la santé des végétaux et son Règlement d'application, adoptés le 14 janvier 1974, les Normes communautaires phytosanitaires de la sous-région andine et la Convention internationale pour la protection des végétaux constituaient le cadre juridique sur la base duquel avaient été établis les critères de délivrance de ce permis. Celui-ci était délivré en tenant compte des maladies qui risquaient de réapparaître dans le produit importé soumis à quarantaine ou qui n'existaient pas en Equateur et dont le produit concerné ne devait pas être porteur. Les normes communautaires établissaient une liste de produits susceptibles d'être porteurs de certaines maladies selon le pays d'origine. Au sujet du "certificat sanitaire", l'intervenant a déclaré qu'en vertu de l'Arrêté ministériel n° 8022 publié au Journal officiel n° 391 du 1er août 1977, le Ministère de la santé publique avait institué le contrôle sanitaire afin de garantir la qualité des produits qui étaient importés, fabriqués ou commercialisés en Equateur. Par conséquent, pour qu'un produit pût être commercialisé librement sur le territoire équatorien, les personnes physiques ou morales devaient s'inscrire au Ministère de la santé publique en tant qu'importateur ou fabricant de ce produit et soumettre leurs produits à l'analyse nécessaire afin de prouver que leur consommation ou leur utilisation ne présentait pas de danger pour la santé publique. Par conséquent, les produits alimentaires transformés ou additifs, médicaments en général, drogues ou appareils médicaux, cosmétiques, articles d'hygiène ou parfums et pesticides pour usage domestique, industriel ou agricole ne pouvaient être importés, commercialisés, stockés ou transportés sur le territoire national qu'après obtention du certificat sanitaire approprié. Un rapport favorable de l'Institut national d'hygiène du Ministère de la santé publique était nécessaire pour obtenir l'autorisation correspondante. Il a été souligné que l'objectif de cette mesure était de protéger la santé des personnes, et des animaux et de préserver les végétaux et qu'elle n'avait pas d'effet protectionniste. Il n'existait actuellement aucune restriction à l'importation en Equateur de volaille provenant des Etats-Unis, mais s'il y avait à nouveau risque de contagion, les mesures sanitaires appropriées seraient adoptées pour la volaille ou tout autre produit mettant en danger la santé des animaux, des végétaux ou des personnes. Les mesures sanitaires et phytosanitaires adoptées étaient conformes aux normes, directives et recommandations internationales élaborées par la Commission du Codex Alimentarius, l'Office international des épizooties et les organisations internationales et régionales compétentes opérant dans le cadre de la Convention internationale pour la protection des végétaux et en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et ne constituaient en aucun cas un obstacle à la liberté des échanges. Le représentant de l'Equateur a toutefois déclaré qu'il comptait que son gouvernement publierait prochainement un décret pour simplifier les procédures administratives permettant de placer de nouveaux produits sur le registre de contrôle sanitaire.

51. Répondant à la question de savoir dans quelle mesure les contrôles sanitaires visant à assurer la qualité des produits importés étaient conformes à l'Accord du Cycle d'Uruguay sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, le représentant de l'Equateur a donné l'assurance que les mesures sanitaires et phytosanitaires et les prescriptions techniques appliquées par son pays étaient conformes aux dispositions des accords de l'OMC, en particulier de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Le Groupe de travail a pris note de ces assurances.

Fixation des prix dans le secteur pharmaceutique

52. Certains membres ont fait observer que la fixation des prix des produits pharmaceutiques utilisés par l'homme pouvait sous-entendre une subvention de l'Etat et ont demandé des précisions sur l'autorité chargée de fixer les prix, le mécanisme appliqué, son champ d'application et sa justification. Ils ont souhaité savoir si ce mécanisme s'appliquait sur une base d'égalité aux produits locaux et aux produits importés et s'ils pouvaient avoir communication des données statistiques pertinentes. Le représentant de l'Equateur a répondu que depuis quelques années son pays faisait un énorme effort pour libéraliser les prix sur le marché intérieur, dans le cadre d'un programme de promotion de l'efficacité et d'accroissement de la production. La politique de fixation des prix mise en place dans les années 70 avait été pratiquement démantelée, sauf dans le cas des combustibles et du gaz à usage domestique, dont les prix étaient fixés par le Ministère des finances et par celui de l'énergie et des mines, et dans le cas des médicaments, dont le prix était lié à des considérations sociales et politiques importantes du fait que le système de santé publique n'assurait pas encore une couverture efficace à la population économiquement faible et que toute mesure pouvant affecter les catégories les plus défavorisées comportait un risque potentiel de troubles et d'instabilité. Le prix des médicaments relevait du Conseil national de la fixation des prix des médicaments utilisés par l'homme. Le système de fixation des prix des produits pharmaceutiques importés et locaux fonctionnait de la manière suivante. Les prix des produits importés étaient fixés, produit par produit, comme suit: on ajoutait au prix f.a.b. le montant du fret international et les frais d'admission, importations et transport intérieur, ce qui permettait de déterminer le coût jusqu'à l'entrepôt. A ce coût s'ajoutaient les frais de manutention, d'administration, de vente et de promotion, ainsi que les frais financiers. Pour fixer le prix de vente en pharmacie, on ajoutait un bénéfice allant jusqu'à 20 pour cent du coût et, pour fixer le prix maximal de vente au public, on ajoutait une autre marge de 25 pour cent du bénéfice sur le prix maximal de vente en pharmacie. Les prix des produits fabriqués dans le pays étaient fixés, produit par produit, comme suit: on prenait en considération le prix f.a.b. des principaux principes actifs importés et on ajoutait à la valeur f.a.b. des matières premières et des excipients importés, le fret international, les frais d'admission ou d'importation et les frais de transport jusqu'à l'entrepôt du fabricant. On ajoutait également un pourcentage de perte ou de déchet subi durant le processus de fabrication de chaque produit. Pour déterminer le coût de production, on prenait en compte les coûts directs et indirects de la main-d'oeuvre et les autres frais indirects de fabrication des entreprises les plus représentatives du secteur installées dans le pays. Après avoir ajouté les frais d'exploitation au coût de fabrication, on obtenait le coût commercial. Pour déterminer le prix de vente en pharmacie, on ajoutait une marge de bénéfice allant jusqu'à 20 pour cent du coût commercial et, pour fixer le prix maximal de vente au public, on ajoutait encore un bénéfice de 25 pour cent du prix maximal de vente en pharmacie de chaque produit. Tous les produits pharmaceutiques utilisés par l'homme qui étaient repris au chapitre 30 du Tarif douanier national et du Système harmonisé étaient soumis à ces contrôles. La part représentée par les importations dans le marché équatorien s'établissait comme suit: 49 pour cent en 1989, 45,9 pour cent en 1990, 46,3 pour cent en 1991, 35,5 pour cent en 1992. En 1992, la consommation de produits pharmaceutiques s'était chiffrée à 85 millions de dollars des Etats-Unis environ.

53. Le représentant de l'Equateur a assuré le Groupe de travail que son gouvernement n'envisageait pas d'étendre la politique de fixation des prix à d'autres secteurs de l'économie que le secteur pharmaceutique. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Normes

54. Certains membres du Groupe de travail ont demandé si les normes et règlements techniques de l'Equateur étaient fondés sur les normes internationales pertinentes, s'ils étaient publiés de manière à permettre aux parties intéressées de se familiariser avec eux et s'ils étaient appliqués sur une base d'égalité aux produits importés et locaux. D'autres questions ont été posées sur les organismes responsables de leur élaboration et de leur application, sur la manière dont les importateurs et les

exportateurs étrangers pouvaient faire part de leurs avis dans le processus d'élaboration des normes et sur les intentions de l'Equateur à l'égard de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. En réponse à ces questions, le représentant de l'Equateur a souligné que les normes et règlements techniques de son pays étaient fondés sur des règles convenues au niveau international et qu'ils étaient établis en fonction des propriétés d'emploi du produit, de sa conception et de ses caractéristiques. Les normes et règlements techniques de l'Equateur ne constituaient pas un obstacle au commerce et n'affectaient donc pas la transparence des échanges. Les procédures utilisées étaient portées à la connaissance du public et d'application générale. L'Institut équatorien de normalisation (INEN), organisme public dépendant du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et des pêches était chargé de l'élaboration des normes. L'intervenant a présenté l'Inventaire des normes techniques de l'Institut équatorien de normalisation (INEN) et a fait observer que la seule disposition légale dans ce domaine était le Décret exécutif n° 939 du 2 juillet 1993, publié au Journal officiel n° 233 du 15 juillet 1993 sous le titre de Règlement général concernant les pesticides et produits assimilés utilisés en agriculture. Ce règlement avait simplifié les formalités d'enregistrement des pesticides et uniformisé le processus de commercialisation de ces produits. En outre, la Loi de défense du consommateur réglementait le marquage, l'étiquetage et l'emballage.

55. Le représentant de l'Equateur a déclaré que son gouvernement assurait qu'il n'existait aucun obstacle juridique ou technique à l'adoption de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur les obstacles techniques au commerce. Le Groupe de travail a pris note de cette assurance.

Pratiques commerciales déloyales

56. Certains membres du Groupe de travail ont demandé de plus amples renseignements sur le régime et les pratiques antidumping de l'Equateur. Ils souhaitent savoir quels étaient les moyens de déterminer l'existence d'un préjudice important, la méthodologie permettant d'établir l'existence d'un préjudice grave, en particulier dans le contexte des dispositions de l'article VI de l'Accord général et du Code antidumping, si les audiences étaient ouvertes à toutes les parties concernées, si le rapport final était rendu public et si la participation de l'Equateur à l'Accord de Carthagène pouvait aboutir à l'imposition par l'Equateur de droits antidumping sur des produits dont l'importation affectait la compétitivité d'autres membres du Groupe andin, quelles étaient les intentions de l'Equateur concernant l'acceptation du Code antidumping au moment de son accession au GATT de 1947, quelle était la durée d'application des mesures provisoires, quand serait mis en oeuvre l'Accord antidumping OMC, etc. Le représentant de l'Equateur a répondu que son gouvernement avait repris dans la législation nationale toutes les décisions adoptées par la Commission de l'Accord de Carthagène visant les pratiques susceptibles de fausser la concurrence commerciale, en particulier la Décision n° 283, au titre de laquelle les pays membres pouvaient appliquer des droits antidumping à des produits en provenance de pays tiers afin de redresser les distorsions de la concurrence commerciale sur le marché de la sous-région. Les règlements visant à prévenir et à corriger les pratiques de dumping et de subventionnement, qui avaient été établis par le Décret n° 2722-A publié au Journal officiel n° 780 du 30 septembre 1991, avaient repris les dispositions du Code antidumping et du Code des subventions et mesures compensatoires issues des négociations commerciales multilatérales du Tokyo Round en avaient précisé le champ d'application et avaient fixé la durée, les procédures et les organes compétents pour les enquêtes en la matière. En Equateur, le Ministre des finances et du crédit public avait compétence pour adopter les mesures destinées à prévenir ou à corriger les pratiques en matière de dumping et de subventions, après avis préalable de la Commission spéciale du Comité tarifaire. Conformément au règlement visant à prévenir ou à corriger les pratiques de dumping ou de subventionnement, le producteur affecté devait demander par écrit, pour sa branche de production ou en son nom, l'ouverture de l'enquête correspondante et l'application de mesures préventives ou correctives. La demande devait comporter des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping ou d'une subvention, et démontrer que ces pratiques causaient un préjudice à la branche de production. Cinq jours après avoir reçu la demande, le Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et des pêches contactait directement les parties

intéressées et les invitait à fournir les informations nécessaires pour ouvrir une enquête sur le producteur ou l'exportateur du produit incriminé. Au cours de l'enquête, seules étaient accessibles les informations de caractère général et les documents non confidentiels, ainsi que les résumés ou analyses des éléments de preuve. Les organismes, autorités et fonctionnaires compétents ne pouvaient divulguer les éléments de preuve et les informations de caractère confidentiel reçus dans le cadre de l'enquête. Conformément à la législation nationale, l'autorité compétente devait avant tout organiser des réunions entre les parties intéressées afin qu'elles exposent leurs points de vue et recherchent une solution directe. L'enquête devait être close dans un délai de quatre mois à compter de la date d'acceptation de la demande. Ce délai pouvait être prorogé de deux mois sur décision de la Commission spéciale qui, dans ce cas, pouvait recommander l'application de mesures provisoires ou préventives jusqu'à ce que le Ministre des finances adopte, le cas échéant, les mesures définitives. Lorsque le préjudice ou la menace de préjudice étaient suffisamment graves pour justifier l'adoption de mesures correctives provisoires ou préventives, une enquête préliminaire était menée sur la base des informations disponibles dans un délai ne dépassant pas 20 jours à compter de la date d'acceptation de la demande. La Commission spéciale devait ensuite se réunir dans les cinq jours ouvrables qui suivaient afin de donner son avis au sujet de l'adoption des mesures correctives. Les décisions finales concernant l'existence d'un dumping ou d'une subvention et d'un préjudice causé à la branche de production nationale par ces pratiques étaient publiées au Journal officiel ainsi que les décisions finales concernant la réduction ou la suspension de leur application. Dans les cas de dumping, la législation nationale prévoyait l'application, aux importations concernées, de droits équivalant à la marge de dumping déterminée, ou inférieurs à cette marge si cela suffisait pour faire disparaître la menace de préjudice ou remédier au préjudice causé. Dans le cas de subventions, il était appliqué aux importations concernées des droits compensateurs équivalant au montant de la subvention, ou inférieurs à ce montant si cela suffisait pour faire disparaître la menace de préjudice ou remédier au préjudice causé. Des mesures correctives visant à prévenir ou à corriger les distorsions résultant du dumping ou des subventions ne pouvaient pas être appliquées simultanément à un même produit. Les droits antidumping ou compensateurs pouvaient rester en vigueur pendant une période allant jusqu'à qu'à deux ans. La détermination de l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace de préjudice grave reposait sur l'examen des éléments suivants: a) le volume des importations faisant l'objet des pratiques incriminées, afin notamment de déterminer si elles s'étaient accrues de manière significative, tant en quantité absolue que par rapport à la production, à la consommation et aux importations de l'Equateur; b) les prix des importations faisant l'objet d'un dumping ou d'un subventionnement, afin notamment de déterminer si, par suite de ces pratiques commerciales déloyales, il y avait sous-cotation importante du prix par rapport au prix d'un produit similaire; c) l'incidence sur la production nationale, compte tenu des indices suivants: production, ventes intérieures, part de marché, bénéfices, productivité, rendement des investissements, utilisation des capacités installées, effets négatifs effectifs ou potentiels sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, l'investissement. La législation équatorienne prévoyait des procédures administratives d'appel, auxquelles toutes les parties intéressées pouvaient avoir recours. A ce jour, l'Equateur n'avait pas appliqué de droits compensateurs ou antidumping.

57. Le représentant de l'Equateur a confirmé qu'à compter de la date de son accession à l'OMC, l'Equateur mettrait en application l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VI dans les cas d'allégation de l'existence d'un dumping causé par les importations. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Incitations à l'exportation

58. Des membres du Groupe de travail ont demandé à l'Equateur de fournir des informations sur les mesures destinées à faciliter et à promouvoir les exportations, en particulier dans le domaine fiscal et dans celui des subventions. Le représentant de l'Equateur a décrit les mesures visant à faciliter et à promouvoir les exportations. La Loi sur la facilitation des exportations par voie maritime et fluviale, qui avait été promulguée par le Décret n° 147 du 23 mars 1992, visait à éliminer les formalités

bureaucratiques excessives qui entraînaient des retards dans l'expédition des marchandises destinées au marché mondial. Le système de ristourne des droits institué par le Décret exécutif n° 762 du 19 mai 1993 bénéficiait aux personnes physiques ou morales dont les activités étaient orientées vers l'exportation de produits contenant des éléments importés de l'étranger. Il devait être appliqué conformément aux conditions énoncées dans la loi et son règlement d'application. De même, toutes les marchandises destinées aux marchés extérieurs étaient exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sans discrimination quant à leur destination. L'intervenant a ajouté que depuis 1990 l'Equateur appliquait une politique visant à éliminer les subventions à la production et à l'exportation. L'article 27 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires reconnaissait que les subventions peuvent jouer un rôle important dans les programmes de développement économique des pays en développement Membres et accordait à ces pays un traitement spécial et différencié en ce qui concerne la suppression, de préférence de façon progressive, des subventions à l'exportation, en tenant compte des besoins de leur développement, de la compétitivité des exportations, etc. Le représentant de l'Equateur a dit qu'actuellement, les lois destinées spécifiquement à promouvoir la production de produits industriels et agricoles n'accordaient ni bénéfice ni avantage. Il n'y avait pas de subventions à l'exportation ou au crédit, ni d'incitations fiscales. Il n'y avait pas de subventions à la production sous forme de tarifs artificiels pour les services publics. Toutefois, le 26 novembre 1994, l'Equateur avait décidé, aux termes du Décret n° 2327, d'accorder une compensation aux producteurs de certains produits de base, en raison des augmentations de prix du carburant pour diesel. Cependant, en raison de contraintes budgétaires aucun paiement n'avait été effectué à ce titre. Le décret disposait que cette mesure serait progressivement supprimée d'ici au 1er novembre 1995.

59. Le représentant de l'Equateur a déclaré que son gouvernement avait l'intention de supprimer, pour le mois de novembre au plus tard, toutes les subventions à l'exportation existantes, y compris les mesures décrites au paragraphe 58 ci-dessus et qu'après cette date il n'existerait plus de subventions de ce type en Equateur. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Zones franches

60. Certains membres du Groupe de travail ont relevé que la Loi équatorienne n° 001 (Journal officiel n° 625 du 19 février 1991) contenait des dispositions régissant les zones franches dans lesquelles s'effectuait la transformation de biens destinés à l'exportation au titre de régimes spéciaux, notamment en matière de fiscalité, de droits de douane et de capitaux. Ils ont demandé au représentant de l'Equateur de décrire les régimes spéciaux associés à l'établissement d'un régime de perfectionnement passif pour la transformation de biens destinés à l'exportation et aux investissements dans les zones franches. Ils ont également demandé à l'Equateur s'il prévoyait d'établir des zones franches, quelle était leur justification, si la législation équatorienne du travail y serait appliquée, etc. Le représentant de l'Equateur a répondu que de telles zones n'avaient pas encore été établies, malgré l'existence d'une législation régissant leur création; toutefois, le gouvernement envisageait d'en créer dans le cadre de sa stratégie de développement afin de promouvoir l'investissement étranger, le transfert de technologie et la création d'emplois. Ces zones étaient également destinées à promouvoir les exportations et augmenter les recettes du pays en devises. Quant à l'application de la législation équatorienne du travail, il a déclaré que les contrats de travail dans ces zones auraient souvent un caractère temporaire et ne pourraient pas être soumis à la législation générale.

61. Le représentant de l'Equateur a dit qu'à compter de la date d'accession de son pays à l'OMC, son gouvernement était disposé à s'engager à ce que les éléments importés des produits des zones franches vendus dans le reste du pays soient assujettis aux impositions, droits de douane et autres mesures à la frontière normalement en application. Aux termes de la législation nationale équatorienne, les éléments importés des produits des zones franches vendus dans le reste du pays sont assujettis aux impositions et droits de douane normalement applicables. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Marchés publics

62. Des membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur les pratiques du gouvernement équatorien en matière de marchés publics, les règles et procédures appliquées, le degré de transparence du système et le traitement des fournisseurs étrangers et nationaux. Le représentant de l'Equateur a dit que la passation des marchés publics se faisait par appel d'offres public sans discrimination entre les fournisseurs étrangers et nationaux. Il n'existait pas non plus de discrimination entre les soumissionnaires nationaux et étrangers concernant la perception d'impôts ou de taxes ou la fourniture de garanties. Les procédures prévues par la Loi sur la passation des marchés publics adoptée le 2 août 1990 et publiée au Journal officiel à la même date étaient les suivantes. Pour l'exécution de travaux, l'acquisition de biens ou la prestation de services, il y avait mise en adjudication, si la valeur du marché dépassait 10 000 fois le salaire minimum vital. Le soumissionnaire devait présenter son offre dans le délai indiqué par le Comité des marchés publics (entre 18 et 48 jours à partir de l'appel d'offres); l'appel d'offres était restreint si la valeur du marché était comprise entre 4 000 et 10 000 fois le salaire minimum vital; la procédure d'appel d'offres de prix était ouverte si la valeur du marché était comprise entre 1 500 et 4 000 fois le salaire minimum vital et elle était sélective si la valeur du marché était comprise entre 150 et 1 500 fois le salaire minimum vital. La soumission était régie par l'article 41 de la Loi. Les offres devaient être rédigées en espagnol et présentées au Secrétaire du Comité des marchés publics sous pli fermé. Les fournisseurs pouvaient assister à l'ouverture des soumissions. Des procédures préliminaires spéciales étaient appliquées aux marchés suivants: acquisition de biens immobiliers, location de biens immobiliers, location avec option d'achat, autres contrats financés par des prêts internationaux accordés par des organismes multilatéraux (les dispositions des conventions pertinentes étant d'application) et par des gouvernements étrangers. Une autorisation présidentielle était nécessaire dans chaque cas ainsi que des rapports préalables des institutions ci-après: Conseil national du développement (rang de priorité du projet et compatibilité avec la politique de développement de l'Equateur); Comité du crédit extérieur (avantages des conditions de financement offertes); et ministère acheteur ou entité acheteuse (compétitivité des prix). La Loi prévoyait dans chaque ministère, organisme sous tutelle ou entité du secteur public, la création d'un Comité des marchés publics chargé de décider de l'adjudication du marché. La Loi sur la passation des marchés publics n'établissait pas de discrimination entre les produits importés, ni entre les soumissionnaires nationaux et étrangers en ce qui concerne la perception d'impôts ou de taxes ou la fourniture de garanties. Elle n'accordait pas non plus de traitement spécial aux fournisseurs nationaux.

Entreprises d'Etat

63. Le Groupe de travail a examiné le caractère des opérations ainsi que la justification au regard du GATT des activités d'un certain nombre d'entreprises d'Etat. Certains membres du Groupe de travail ont demandé à l'Equateur de fournir une liste des entreprises d'Etat indiquant la part qu'elles occupaient dans l'économie en général et dans le commerce en particulier, les secteurs d'activité, les monopoles qu'elles exerçaient, la conformité de leurs opérations avec les dispositions de l'article XVII, ainsi que les futurs plans et priorités de privatisation. Certains membres ont fait observer que l'examen de cette question n'entraînerait pas de demandes d'engagements au-delà des obligations découlant de l'article XVII pour toutes les parties contractantes. Le représentant de l'Equateur a répondu que son gouvernement avait décidé de modifier le rôle du secteur public dans le développement économique. L'engagement de l'Etat au cours des 30 dernières années s'était traduit par une participation de l'Etat dans quelque 165 entreprises des secteurs suivants: transports et entreposage, énergie, communications, agriculture, industrie, secteur minier, tourisme, commerce intérieur, financement et services. Compte tenu de la perte d'efficacité de ce modèle et des exigences des réalités économiques, financières et technologiques actuelles, le gouvernement avait adopté une politique de modernisation dont les grandes lignes étaient la rationalisation et la simplification des structures administratives et économiques du secteur public grâce à une répartition efficiente des fonctions et des responsabilités entre ses entités ou organismes, à la décentralisation des activités du secteur public, à la suppression des monopoles

d'Etat et à la privatisation des services publics. La rationalisation et la simplification des structures administratives avaient été confiées au Conseil national de modernisation de l'Etat (CONAM), organisme qui relevait de la Présidence de la République. L'intervenant a insisté sur le fait que les entreprises commerciales appartenant en totalité ou en partie à l'Etat et visées par l'article XVII de l'Accord général observaient pleinement le principe de la non-discrimination tant pour leurs achats que pour leur ventes qui impliquaient des importations ou des exportations. En outre, il n'existait pas de monopoles en Equateur sauf pour le gaz naturel et certains produits pétroliers. En ce qui concerne les secteurs de l'économie exclusivement réservés à l'Etat, il fallait remarquer que, conformément à la Loi sur la modernisation de l'Etat, les privatisations et la prestation de services publics par le secteur privé, entrée en vigueur le 31 décembre 1993, il était possible de déléguer au secteur privé, par le biais d'une concession, l'exercice des activités suivantes, que l'article 46 de la Constitution avait réservées à l'Etat: a) production, transport, stockage et commercialisation des hydrocarbures et autres minéraux; b) production, distribution et commercialisation de l'énergie électrique; c) services de télécommunication; d) production et distribution d'eau potable. La Loi avait prévu l'abolition des monopoles et la privatisation des activités du secteur public. Concernant la part de l'Etat dans l'économie, l'intervenant a déclaré qu'en 1992 la part du secteur public dans le PIB était revenue à 7,2 pour cent, contre une moyenne de 8,9 pour cent pour la décennie précédente. En 1992, la part des entreprises d'Etat dans les importations totales avait été de 2 pour cent. L'Equateur a fourni la liste suivante des entreprises publiques ou semi-publiques exerçant des activités de commerce intérieur et extérieur: Empresa Nacional de Ferrocarriles del Estado (Transport des passagers, des marchandises et du courrier); Transportes Aéreos Militares Ecuatorianos (Transport des passagers, des marchandises et du courrier); EMETEL (Régulation et exploitation du système de télécommunication et développement de son infrastructure); Empresa de Desarrollo Forestal CEM (Afforestation et reforestation pour la production de produits forestiers); Empresa Pesquera Nacional (Pêche, transformation et commercialisation du poisson); Empresa Estatal de Petróleos del Ecuador (Prospection et exploitation des hydrocarbures); Compañía Minera de Economía Mixta (Exploitation des mines aurifères); Servicios Mineros de Economía Mixta (Installation d'étages de traitement et extraction du minerai); Azucarera Tropical Americana (Fabrication de sucre de canne); Planta Hortifructícola Ambato (Culture, transformation et commercialisation de fruits et légumes); Alcoholes del Ecuador (Production d'alcool à 96 degrés); Empresa de Abonos del Estado (Production d'engrais organiques, minéraux et chimico-organiques); Fertilizantes Ecuatorianos CEM (Importation de matières premières, transformation et commercialisation d'engrais); CEM Cementos Selva Alegre (Production de ciment); Cementos Cotopaxi C.A. (Production de ciment); Empresa de Cementos Chimborazo C.A. (Production de ciment Portland); Industria Guapán S.A. (Production de ciment gris); Ecuatoriana de Siderúrgica S.A. (Produits sidérurgiques); Empresa Nacional de Almacenamiento y Comercialización de Productos Agrícolas (Stockage et commercialisation de produits agricoles); Empresa de Suministros del Estado (Commercialisation de fournitures, matériels et équipements de bureau); Empresa Ecuatoriana de Aviación (Transport des passagers, des marchandises et du courrier); Astilleros Navales Ecuatorianos (Constructions navales). Un membre du Groupe de travail a demandé des précisions sur le statut des entreprises contrôlées par la Direction industrielle de l'armée équatorienne (DINE) ou dans lesquelles cette Direction avait une participation. En réponse, le représentant de l'Equateur a assuré aux membres du Groupe de travail que ces entreprises satisfaisaient pleinement aux dispositions de l'article XVII du GATT de 1994 et du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994. Le Groupe de travail a pris note de ces assurances.

EMETEL

64. Des membres du Groupe de travail ont fait référence à l'entreprise équatorienne de télécommunication EMETEL et ont posé des questions sur son fondement et son cadre juridiques, les raisons de sa création, ses pratiques en matière d'approvisionnements et de contrats, la justification du régime de licences d'importation, les normes des équipements utilisés dans le secteur des télécommunications et leur conformité aux normes internationales, etc. Certains de ces membres ont considéré que les procédures et pratiques d'EMETEL n'étaient pas compatibles avec le GATT. A

leur avis, EMETEL devrait faire l'objet d'une notification au titre des dispositions de l'article XVII de l'Accord général. Pour ce qui est des normes des équipements utilisés dans le secteur des télécommunications, ils ont invité l'Equateur à donner l'assurance qu'elles seraient conformes aux normes internationales. A cet égard, ils ont également noté que l'Equateur devait se tenir prêt à adhérer à l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Le représentant de l'Equateur a répondu que les télécommunications constituaient un service de nécessité, d'utilité et de sécurité publiques dont la charge et la responsabilité incombait exclusivement à l'Etat. En conséquence, il appartenait à l'Etat de diriger, de réglementer et de contrôler toutes les activités liées aux télécommunications, conformément aux dispositions de la Constitution et de la Loi spéciale sur les télécommunications n° 184 du 8 août 1992 (Journal officiel n° 996 du 10 août 1992). Pour importer certains équipements de télécommunication, une entreprise devait obtenir une autorisation préalable de la Direction des télécommunications, et elle devait être titulaire de la concession nécessaire pour les installer. L'Equateur avait mis en place un cadre juridique correspondant à l'importance, la complexité, l'ampleur, la technologie et la spécificité des services de télécommunication. La Loi spéciale de 1992 sur les télécommunications avait créé l'entreprise publique de télécommunication EMETEL qui était dotée de la personnalité juridique d'un patrimoine et de ressources propres et jouissait de l'autonomie administrative, économique, financière et opérationnelle. La gestion de l'entreprise était subordonnée à ladite loi et à ses règlements d'application, ainsi qu'aux activités de normalisation, d'homologation et de contrôle de la Direction des télécommunications et autres règles opérationnelles édictées par les divers organes de cette entreprise publique. La fixation et l'approbation des normes et des procédures administratives, financières et techniques relevaient de la compétence de la Commission exécutive d'EMETEL, alors que la planification et le développement des systèmes de télécommunication étaient du ressort du Président exécutif. Les normes techniques appliquées par EMETEL pour l'acquisition des biens et services étaient fixées sur la base des normes établies par le CCITT et le CCIR. L'Equateur donnait aux parties contractantes l'assurance que ses normes étaient conformes aux activités normatives internationales menées dans le cadre de l'Union internationale des télécommunications. En vertu de la loi susmentionnée, les marchés passés par EMETEL n'étaient pas assujettis aux normes juridiques et réglementaires des marchés publics. L'entreprise exerçait ses activités en se fondant sur les critères généralement applicables à la gestion des entreprises. Les achats d'EMETEL étaient dictés exclusivement par des considérations d'ordre commercial, sans discrimination d'aucune sorte, ce qui garantissait, pour les entreprises des autres parties contractantes, la transparence et la libre concurrence dans la passation des marchés.

65. Le représentant de l'Equateur a donné l'assurance que son gouvernement observerait les dispositions des accords de l'OMC, y compris l'article XVII de l'Accord général de 1994 et l'article VIII de l'AGCS, notamment en ce qui concernait la notification et la description des activités de commerce d'Etat pour toutes les entreprises mentionnées dans les paragraphes 63 et 64 qui précèdent, dès son accession à l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Accords d'intégration

66. Certains membres du Groupe de travail ont noté la participation de l'Equateur à des accords d'intégration régionaux et à des arrangements commerciaux préférentiels. En particulier, des questions ont été posées sur la compatibilité avec le GATT de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) et de l'Accord de Carthagène, leur justification au regard de l'article XXIV de l'Accord général, le fonctionnement des divers mécanismes existant dans le contexte des processus d'intégration et le respect des règles de notification au titre du GATT. En ce qui concerne l'Accord de Carthagène, certains membres se sont enquis du stade d'application du Tarif extérieur commun (TEC), des progrès réalisés dans la libéralisation des échanges au sein du Groupe andin et d'aspects tels que le champ d'application et la nature des règles relatives à la "concurrence commerciale déloyale" entre les membres, du régime commun de traitement des capitaux étrangers et des marques, brevets, licences et redevances, des règles d'origine et des prescriptions concernant la teneur en éléments d'origine locale, etc. D'autres membres ont estimé que l'examen des accords d'intégration régionaux dont l'Equateur était membre

avait été effectué par les organes appropriés du GATT et débordait, par conséquent, le mandat du Groupe de travail. Le représentant de l'Equateur a répondu que les parties contractantes qui étaient membres de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) et de l'Accord de Carthagène satisfaisaient aux obligations pertinentes découlant de l'Accord général et des instruments juridiques négociés sous ses auspices, y compris la Décision concernant la Clause d'habilitation. Des informations sur les faits nouveaux survenus dans le cadre de ces accords étaient régulièrement communiquées aux parties contractantes. Les Etats membres de l'ALADI et du Groupe andin avaient présenté des rapports en 1992 (L/6985 et Add.1 et L/7088 et L/7089, respectivement).

67. En ce qui concerne l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), créée par le Traité de Montevideo en 1980 pour remplacer l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE, 1960), le représentant de l'Equateur a déclaré qu'à long terme l'objectif en était de mettre en place progressivement un marché commun latino-américain. Les instruments conçus pour atteindre cet objectif étaient, d'une part, les accords de portée régionale, auxquels tous les pays membres étaient parties et, d'autre part, les accords de portée partielle, qui ne produisaient d'effet qu'à l'égard des signataires. Ces instruments prévoyaient la négociation de concessions tarifaires mutuelles et visaient en outre à promouvoir la complémentarité et la coopération dans le domaine économique. La préférence tarifaire régionale était accordée en fonction du degré de développement de chaque pays membre donneur ou bénéficiaire de préférences. Au titre des accords d'ouverture de marchés signés par les membres de l'ALADI en faveur des pays relativement moins développés, dont l'Equateur, ce pays avait bénéficié de préférences de la part des huit autres pays membres, comme il était énoncé dans l'Accord n° 2 sur l'ouverture des marchés régionaux. Tous les pays membres de l'Association avaient réduit leurs droits de douane à l'égard du reste du monde, améliorant ainsi les conditions du commerce des importations en provenance de leurs partenaires commerciaux non préférentiels, maintes fois au détriment des marges de préférences négociées entre les pays membres de l'Association et des possibilités d'échanges au niveau régional. En 1993, la valeur totale des importations effectuées par les pays membres de l'ALADI en provenance de pays non membres de l'Association s'était chiffrée à 61 548 millions de dollars des Etats-Unis, soit une augmentation de 11 pour cent par rapport à 1992.

68. En ce qui concerne l'Accord de Carthagène, le représentant de l'Equateur a rappelé que cet accord sous-régional d'intégration économique avait été initialement signé par la Bolivie, le Chili, l'Equateur et le Pérou. Par la suite, le Chili s'en était retiré et le Venezuela en était devenu membre. L'accord avait pour objectifs fondamentaux de promouvoir et de réaliser le développement équilibré des pays membres, d'accélérer la croissance et de créer des emplois, de réduire la vulnérabilité vis-à-vis de l'extérieur et d'améliorer la position des pays sur le plan économique international, enfin de renforcer la solidarité entre les pays de la sous-région. C'était un processus d'intégration avancé en Amérique latine qui constituait un modèle d'intégration ouvert, compétitif et non défensif. L'accord visait une meilleure insertion de la région dans l'économie mondiale et l'un de ses objectifs était de se transformer en union douanière. C'était dans cette perspective qu'en mars 1993, la Commission de l'Accord de Carthagène avait approuvé la Décision n° 335 établissant le Tarif extérieur commun (TEC), que l'Equateur appliquerait à compter du 1er février 1995. Les marchandises circulaient librement, sans droits de douane ni restrictions d'aucune sorte, à l'intérieur des pays du Groupe andin. En réponse à des questions sur les exemptions au TEC accordées à l'Equateur, l'intervenant a dit que l'article 3 de la Décision n° 335 de la Commission de l'Accord de Carthagène avait autorisé son pays, qui était relativement moins développé, à appliquer à titre temporaire un taux inférieur de 5 pour cent aux niveaux du TEC pour une liste de produits, sous réserve d'examen avant le 31 décembre 1996 au plus tard. Cette question faisait actuellement l'objet de négociations. En outre, depuis l'entrée en vigueur de la Décision n° 232 de la Commission de l'Accord de Carthagène, les pays membres du Groupe andin n'avaient pas le droit d'accorder des exemptions de droits qui contrevenaient aux engagements tarifaires sous-régionaux, sauf dans les cas prévus par la Décision n° 335 ou la Décision n° 322 concernant les négociations avec les pays membres de l'ALADI. Dans la négociation de préférences au titre des accords de portée partielle de l'ALADI, il avait été tenu compte des droits de douane des pays membres

et du maintien des marges de préférences. Le représentant de l'Equateur a ajouté que son pays appliquait les règles d'origine établies par l'Accord de Carthagène qui reposaient sur les principes généraux du changement de position tarifaire, de la transformation et d'une incorporation plus poussée ainsi que sur les listes indicatives et qui étaient énoncées dans la Décision n° 293 de l'Accord de Carthagène prise le 4 avril 1993. Cette décision établissait les règles de détermination de l'origine des marchandises aux fins du Programme andin de libéralisation.

69. Certains membres du Groupe de travail ont fait observer que la participation de l'Equateur à des accords d'intégration régionaux et à des arrangements commerciaux préférentiels semblait influencer sur les négociations par ce pays des conditions d'accession à l'Accord général et à l'OMC. Ils ont jugé préoccupant que l'on dise que les accords régionaux étaient un facteur limitant la marge de manoeuvre de l'Equateur dans les négociations sur l'accès aux marchés. D'autres membres du Groupe de travail ont rappelé que tant l'Accord général que l'Accord sur l'OMC avaient reconnu qu'il était souhaitable qu'il soit procédé à la libéralisation du commerce dans le cadre des accords régionaux. Ils ont ajouté que l'existence d'accords régionaux et en particulier les taux de droits préférentiels qu'ils prévoyaient ne sauraient être considérés comme limitant la souveraineté des membres dans leur approche des négociations sur l'accès aux marchés.

70. Le représentant de l'Equateur a déclaré que son gouvernement ne ménagerait aucun effort pour faire en sorte que les dispositions de l'OMC en matière de notification, de consultations ainsi que les autres prescriptions concernant les systèmes commerciaux préférentiels, les zones de libre-échange et les unions douanières dont l'Equateur est membre soient satisfaites, par exemple l'article XXIV du GATT de 1994, l'article V de l'AGCS et le paragraphe 3 de la Clause d'habilitation. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Accord général sur le commerce des services (AGCS)

71. Plusieurs membres du Groupe de travail ont déclaré qu'ils étaient intéressés par l'ouverture avec l'Equateur de négociations sur les services et se sont enquis des règlements applicables aux divers secteurs de services.

72. Le représentant de l'Equateur a fait remarquer que la Loi sur les institutions financières avait établi des critères libéraux pour l'organisation et le fonctionnement des banques, sociétés financières, sociétés d'affacturage et de leasing et autres intermédiaires financiers. La Loi sur le marché des valeurs mobilières du 28 mai 1993 réglementait les bourses des valeurs mobilières, les maisons de courtage et autres intermédiaires, les fonds de placement, l'émission d'obligations, le registre du marché des titres, etc. Le principe du traitement national était établi dans l'article 22 de la Loi sur les institutions financières qui stipulait qu'une institution financière étrangère qui opérait en Equateur en tant qu'institution du système financier privé aurait les mêmes droits et obligations, serait soumise aux mêmes lois et serait régie par les mêmes règles et règlements que les institutions financières nationales. Le principe du traitement national était également repris à l'article 44, où il était stipulé que les investissements étrangers effectués dans les institutions soumises au contrôle et à la surveillance de l'Office de contrôle des banques n'exigeraient l'autorisation préalable d'aucun organisme de l'Etat et que les investisseurs étrangers auraient les mêmes droits et obligations que les investisseurs nationaux. La Loi réglementait également les investissements des institutions du système financier national à l'étranger sans exercer de discrimination entre les institutions nationales et les institutions étrangères et permettait le libre investissement de capitaux hors du pays. En ce qui concerne les assurances, le gouvernement étudiait actuellement de nouvelles dispositions et de nouveaux textes législatifs pour ce secteur. En matière de services professionnels, le règlement concernant le contrôle des activités professionnelles des étrangers, publié dans la Décision ministérielle n° 1806 du Ministère du travail au Journal officiel n° 509 du 19 janvier 1978, stipulait à l'article 4 que tout étranger qui souhaitait exercer une activité professionnelle en Equateur devrait être titulaire de l'autorisation correspondante,

remplir les formulaires établis pour chaque cas par le Ministère du travail et présenter les attestations nécessaires à l'appui de sa déclaration. Cette disposition s'appliquait également à l'immigration organisée de professionnels, techniciens et autres personnes bénéficiant de l'aide des organismes internationaux reconnus par l'Equateur. Le règlement susmentionné prévoyait l'établissement d'un permis de travail qui était le seul document officiel autorisant les étrangers à exercer une activité professionnelle dans le pays. Tout professionnel ou technicien, selon le cas, devrait présenter un certificat d'une institution d'enseignement ou d'une association professionnelle l'autorisant à exercer son activité. Dans le cas spécifique de services d'audit rendus aux institutions financières, il fallait également être inscrit au registre de l'Office de contrôle des banques et avoir obtenu l'agrément correspondant. En ce qui concerne le transport maritime, l'article 13 de la Loi sur la facilitation des exportations et du transport maritime et fluvial, publiée au Journal officiel n° 901 du 25 mars 1992, stipulait que, pour le transport maritime et fluvial en provenance et à destination de l'Equateur, celui-ci appliquait le principe de la réciprocité effective et respecterait les dispositions des conventions relatives aux transports maritimes auxquelles il serait partie. Par réciprocité effective, on entendait l'octroi aux navires étrangers qui assuraient le transport des importations et des exportations de l'Equateur des mêmes conditions d'accès que celles qu'accordait le pays concerné aux navires battant pavillon équatorien ou aux navires affrétés ou exploités par les compagnies maritimes équatoriennes. Le Conseil national de la marine marchande et des ports pourrait imposer des restrictions temporaires aux compagnies ou navires battant pavillon de pays tiers, lorsque ces pays en imposeraient aux navires détenus, affrétés ou exploités par des compagnies maritimes équatoriennes. En tout état de cause, il ne serait pas porté atteinte au libre jeu de la concurrence dans le transport maritime d'exportation. S'agissant du transport des hydrocarbures, la loi mentionnée instituait une part de cargaison réservée pour les hydrocarbures. Pour le transport terrestre, la Décision n° 257 du Conseil de l'Accord de Carthagène sur le transport international des marchandises par voie routière stipulait qu'en aucune circonstance des restrictions ne seraient imposées aux facilités accordées entre les pays andins ou à des pays tiers quant à la libre circulation et au transport des personnes, des véhicules ou des marchandises. Ce mode de transport ne pourrait être assuré que par un transporteur autorisé. En ce qui concerne le transport aérien, depuis le 16 mai 1991, à la suite de l'approbation de l'accord sur l'ouverture de l'espace aérien (Décision n° 297 de la Commission de l'Accord de Carthagène), les pays du Groupe andin disposaient d'un seul espace aérien où était autorisée la libre circulation aérienne des passagers, des marchandises et du courrier par aéronefs en provenance et à destination de chacun des aéroports internationaux de la sous-région andine. En vertu de cette décision, les pays membres du Groupe andin s'accordaient le libre exercice des droits des troisième, quatrième et cinquième libertés de l'air sur les vols réguliers de passagers, de marchandises et de courrier effectués à l'intérieur de la sous-région. S'agissant des télécommunications, conformément aux dispositions de la Constitution et de la Loi spéciale sur les télécommunications n° 184 du 8 août 1992 (Journal officiel n° 996 du 10 août 1992), sans préjudice de la réserve constitutionnelle en faveur de l'Etat pour l'exploitation économique des ressources naturelles et des services mentionnés à la section 1 de l'article 46 de la Constitution, l'Etat pouvait déléguer au secteur privé la prestation de services de télécommunication.

73. Le représentant de l'Equateur a indiqué que conformément au paragraphe 5 de l'Acte final du Cycle d'Uruguay son gouvernement avait présenté une liste d'engagements spécifiques dans le domaine des services, distribuée sous la cote L/7566. Certains membres ont fait observer que, comme il avait été convenu par le Comité préparatoire de l'Organisation mondiale du commerce à la suite de la conclusion des négociations, et conformément au processus de vérification technique, la liste avait été approuvée par le Comité préparatoire de l'OMC. L'offre concernant les services financiers avait été présentée conformément à la seconde annexe sur les services financiers et à la Décision sur les services financiers. Après qu'il serait devenu membre de l'OMC, l'Equateur participerait aux négociations sur les services de transport maritime, les télécommunications de base, les services financiers et le mouvement des personnes physiques.

Régime concernant les investissements

74. Certains membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur le cadre juridique des investissements en Equateur, l'existence d'un régime d'imposition préférentiel pour les investissements liés aux exportations, la nature des avantages fiscaux, l'existence d'un règlement sur la teneur en éléments d'origine nationale, les prescriptions en matière de résultats à l'exportation, le traitement national, les restrictions aux transferts de bénéfices, les obstacles aux investissements étrangers, etc. Le représentant de l'Equateur a répondu que les investissements étrangers directs pouvaient être effectués, sans autorisation préalable, dans tous les secteurs économiques et aux mêmes conditions que pour les personnes physiques ou morales équatoriennes. Les seuls secteurs où les investissements étrangers restaient interdits étaient ceux de la défense, des médias et du transport aérien intérieur, tandis qu'une participation minoritaire était autorisée dans le secteur de la pêche. En vertu de l'article 18 de la Constitution, des personnes physiques et morales étrangères ne pouvaient pas, directement ou indirectement, acquérir ou détenir des droits de propriété ou autres droits réels concernant des biens immobiliers, ni louer de tels biens, obtenir l'utilisation de l'eau, établir des industries ou exploitations agricoles ou conclure des contrats relatifs à des ressources naturelles non renouvelables et, en général, à des produits du sous-sol et à tous les minéraux ou substances d'une nature différente de celle du sol, dans les régions frontalières et les régions déterminées par les autorités compétentes, sauf obtention conformément à la loi d'une autorisation pour chacun des cas susmentionnés. La législation équatorienne avait mis en place, en janvier 1993, le Décret n° 415 qui avait supprimé les obstacles aux investissements étrangers. Les règles actuelles autorisaient un rapatriement sans limite des bénéfices, avaient supprimé les restrictions touchant les participations étrangères de plus de 49 pour cent dans les entreprises et avaient éliminé l'obligation d'obtenir une autorisation préalable du ministère compétent pour la plupart des secteurs. Les investissements étaient enregistrés uniquement auprès de la Banque centrale de l'Equateur et les contrats technologiques auprès du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et des pêches (MICIP). Aucune restriction aux investissements ne découlait de règles en matière de teneur en éléments d'origine nationale ni de prescriptions en matière de résultats à l'exportation. L'intervenant a ajouté que les investissements étrangers étaient autorisés dans le secteur financier. Avec l'adoption de la Loi sur le marché des valeurs mobilières, le système fiscal appliqué aux investisseurs étrangers était maintenant identique à celui qui était appliqué aux investisseurs nationaux. Quant à des restrictions susceptibles d'affecter la participation étrangère dans des entreprises, il a indiqué qu'en règle générale la législation équatorienne en vigueur ne prévoyait pas de restrictions à la prise de participation étrangère dans les différentes branches d'activité. Les investissements dans le secteur de la pêche constituaient la seule exception. En effet, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi sur la pêche et son développement, cette activité était réservée aux entreprises nationales ou mixtes (c'est-à-dire dans lesquelles la participation étrangère était limitée à 49 pour cent). Une entreprise étrangère qui voudrait se livrer à la pêche non traditionnelle, devrait obtenir une autorisation du Conseil national de développement de la pêche. En ce qui concerne le rapatriement des bénéfices, la législation équatorienne ne prévoyait aucune limitation ou restriction au transfert hors du pays des bénéfices réalisés par les investisseurs étrangers. Concernant le régime d'imposition à l'exportation, les avantages fiscaux accordés à des branches d'activité particulières avaient été supprimés et les sociétés exportatrices étaient imposables; cependant, comme dans la plupart des pays, les exportations étaient exonérées des taxes intérieures. En outre, les entreprises étrangères avaient accès aux mécanismes de promotion et de développement des exportations aux mêmes conditions que les entreprises nationales ou mixtes. L'intervenant a fait observer que par sa Décision n° 291 la Commission de l'Accord de Carthagène avait adopté un régime commun de traitement des capitaux étrangers.

75. En conclusion, le représentant de l'Equateur a déclaré que son gouvernement respecterait les obligations en matière de transparence et de notification prévues à l'article X du GATT de 1994 et à l'article 6 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC). En outre, l'Equateur avait examiné l'Accord sur les MIC et était prêt à se conformer aux engagements prévus dès qu'il serait membre de l'OMC. En ce qui concerne le traitement national et les restrictions

quantitatives, il prendrait l'engagement de ne maintenir aucune mesure incompatible avec les articles III et XI du GATT de 1994. Un accord du Groupe andin passé entre la Colombie, le Venezuela et l'Equateur et concernant le secteur automobile, signé le 13 septembre 1993, avait pour objectif d'adopter une politique commune afin de promouvoir l'efficacité du secteur automobile et tirer parti du marché subrégional dans d'égales conditions de compétitivité. Dans le cas de l'Equateur cet accord comportait pour les entreprises d'assemblage une prescription relative à la teneur en éléments d'origine nationale fixée à 35 pour cent et qui devait être portée à 40 pour cent d'ici au 31 décembre 1995. Cette mesure visait à la fois les entreprises d'assemblage nationales et étrangères.

76. Le représentant de l'Equateur a reconnu que les mesures concernant les investissements et liées au commerce décrites dans ce paragraphe étaient incompatibles avec les dispositions de l'Accord sur les MIC. Il a confirmé que ces mesures seraient supprimées avant le 1er janvier 2000. S'agissant de ce programme, l'Equateur s'engageait à fournir à l'annexe III des renseignements au Conseil du commerce des marchandises pour l'information du Comité des MIC. Durant la période d'application de ces mesures, l'Equateur n'en modifierait pas les modalités d'une manière qui accroisse le degré d'incompatibilité avec les dispositions de l'Accord sur les MIC, en particulier l'article 2. Afin de ne pas désavantager des entreprises établies qui font l'objet de ces mesures, l'Equateur envisagerait la possibilité d'appliquer les mêmes mesures aux investissements pendant la période de transition i) dans les cas où les produits visés par ces investissements sont similaires à ceux des entreprises établies et ii) dans les cas où cela est nécessaire pour éviter de fausser les conditions de concurrence entre le nouvel investissement et les entreprises établies. L'Equateur notifierait au Conseil du commerce des marchandises toute MIC ainsi appliquée à un nouvel investissement. Cette MIC aurait des modalités équivalentes, dans leur effet sur la concurrence, à celles qui sont applicables aux entreprises établies et il y serait mis fin en même temps. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

77. Certains membres du Groupe de travail se sont enquis de la situation en Equateur en matière de protection de la propriété intellectuelle. Ils souhaitent également savoir dans quelle mesure les produits pharmaceutiques, les micro-organismes et les espèces végétales étaient protégés, si la législation équatorienne assurait une protection adéquate aux logiciels et si des mesures effectives étaient appliquées pour prévenir et poursuivre en justice le piratage informatique. Il a été demandé à l'Equateur d'expliquer comment les lois et règlements équatoriens concernant la protection de la propriété intellectuelle étaient compatibles avec l'Accord de l'OMC sur les ADPIC et de décrire les projets de lois qui traiteraient tous les aspects de cette question. Le représentant de l'Equateur a répondu que la législation équatorienne qui régissait les droits de propriété intellectuelle se composait essentiellement des textes suivants: Loi sur les droits d'auteur, promulguée par le Décret suprême n° 610 et publiée au Journal officiel n° 0149 du 13 août 1976 et son règlement d'application, énoncé dans la Décision n° 10824 et publié au Journal officiel n° 4945 du 13 décembre 1977. Cette loi avait été modifiée par le Décret suprême n° 2821 publié au Journal officiel n° 0735 du 20 décembre 1978, par l'introduction d'une protection contre la piraterie dans le domaine de la reproduction, la distribution ou la vente de copies illégales de phonogrammes. Le 17 décembre 1993, les pays membres du Groupe andin, dont l'Equateur, avaient approuvé la Décision n° 351 portant établissement d'un régime commun des droits d'auteur et des droits connexes. En ce qui concerne les droits reconnus et protégés, la norme commune consacrait la paternité de l'oeuvre, son intégrité ainsi que les autres droits constituant le droit moral qui pourraient être exercés par l'auteur, ses héritiers ou l'Etat à défaut d'héritiers. Elle reconnaissait aussi les droits patrimoniaux, qui sont le droit exclusif pour l'auteur d'autoriser ou d'interdire la reproduction, la commercialisation, la traduction, l'arrangement ou la transformation de son oeuvre. Les droits reconnus par la Décision n° 351 seraient valables au moins pendant la durée de vie de l'auteur plus 50 ans. Si le détenteur des droits était une personne juridique, la durée ne serait pas inférieure à une période de 50 ans à compter de la date de divulgation ou de publication de l'oeuvre. La protection accordée par ce régime commun concernait les oeuvres littéraires, artistiques et scientifiques susceptibles d'être

reproduites ou divulguées sous n'importe quelle forme ou par n'importe quel moyen connu ou à découvrir. Parmi ces oeuvres figuraient les oeuvres écrites (livres, brochures, etc.), les conférences, les allocutions, les discours; les oeuvres dramatiques et dramatico-musicales, les oeuvres chorégraphiques et les pantomimes; les oeuvres des beaux-arts, dessins, peintures, sculptures, gravures, etc.; les illustrations, les cartes, les croquis; les programmes d'ordinateur; les anthologies ou compilations d'oeuvres diverses et les bases de données qui, par le choix ou la disposition des matières, constituaient des créations personnelles. La Décision n° 351 reconnaissait aussi la protection des droits connexes, qui étaient les droits des personnes qui participaient non pas à la création des oeuvres mais à leur diffusion. Cette protection était accordée aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes et aux organismes de radiodiffusion. En janvier 1994 était entré en vigueur le nouveau régime commun de la propriété industrielle approuvé par la Commission de l'Accord de Carthagène dans la Décision n° 344. Ce nouveau régime contenait des normes qui non seulement régissaient l'octroi des marques et brevets mais aussi protégeaient, pour la première fois, les secrets industriels et les appellations d'origine. S'agissant de la durée de la protection, la nouvelle décision alignait le régime andin sur l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce résultant du Cycle d'Uruguay en portant la durée de protection à 20 ans à compter de la date du dépôt. La législation en vigueur qui découlait de la Décision n° 344 portant établissement du régime commun de la propriété industrielle, accordait une protection aux modèles d'utilité et aux dessins industriels. Un modèle d'utilité serait accordé pour une durée de dix ans à toute nouvelle forme, configuration ou disposition d'éléments d'un quelconque engin, instrument, mécanisme ou autre objet, ou d'une quelconque partie de celui-ci, susceptible d'améliorer ou de modifier son fonctionnement. Les procédés et les éléments qui ne pouvaient pas être protégés par un brevet d'invention ne pourraient pas faire l'objet d'un modèle d'utilité. Les sculptures, les oeuvres d'architecture, de peinture, de gravure, d'impression, ou tout autre objet à caractère purement esthétique n'étaient pas considérés comme des modèles d'utilité. La Décision n° 344 prévoyait à l'article 81 que pourraient être enregistrés comme marques les signes perceptibles ayant un caractère suffisamment distinctif et susceptibles d'être représentés graphiquement. La Décision n° 344 stipulait que l'enregistrement d'une marque serait d'une durée de dix ans à compter de la date de sa concession et serait renouvelé automatiquement par périodes consécutives de dix ans sans nécessité de prouver que cette marque était utilisée. Tout comme l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, le régime de propriété industrielle en vigueur en Equateur en vertu de la Décision n° 344 contenait un chapitre sur les secrets industriels qui protégeait quiconque détenait un secret industriel contre la divulgation, l'acquisition ou l'utilisation de ce secret sans son consentement.

78. Le représentant de l'Equateur a confirmé que la date à laquelle l'Equateur appliquerait l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce serait celle du 31 juillet 1996 au plus tard. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Notifications

79. Le représentant de l'Equateur a dit qu'au plus tard à la date d'entrée en vigueur du protocole d'accession ou à la date spécifiée ci-après concernant la disposition pertinente, la date la plus rapprochée étant retenue, l'Equateur présenterait des notifications (autres que celles devant être faites de façon ponctuelle) conformément aux dispositions suivantes des Accords commerciaux multilatéraux dont la date, telle qu'elle est spécifiée dans lesdites dispositions, est antérieure à la date d'entrée en vigueur du protocole d'accession: Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994: 1er août 1995; Accord sur les sauvegardes, articles 11.1, 11.2, 12.6 et 12.7: 1er août 1995; Accord sur les subventions et les mesures compensatoires: 1er août 1995; Accord sur les obstacles techniques au commerce: 1er septembre 1995; Accord sur les textiles et les vêtements: 1er septembre 1995. Au plus tard le 1er août 1995 ou à la date d'entrée en vigueur du protocole d'accession, la date la plus rapprochée étant retenue, l'Equateur soumettrait toutes les autres notifications, autres que celles devant

être faites de façon ponctuelle, conformément aux dispositions de l'Accord sur l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

80. L'Equateur s'est engagé à présenter chaque année au Secrétariat des notifications au sujet de la mise en oeuvre des engagements progressifs qui devraient être entièrement exécutés aux dates indiquées aux paragraphes 9, 19, 34 48, 59, 75, 77 et 78 du présent rapport et à signaler tout retard dans cette mise en oeuvre ainsi que les raisons y relatives.

Conclusions

81. Le Groupe de travail a pris note des explications et déclarations de l'Equateur au sujet de son régime du commerce extérieur, telles qu'elles figurent dans le présent rapport. Il a pris acte également des engagements pris par l'Equateur en ce qui concerne certains points précis, qui sont énoncés dans les paragraphes 10, 14, 17, 19, 21, 29, 31, 34, 38, 41, 48, 53, 57, 59, 61, 65, 70, 76, 78, 79 et 80. Il a noté que ces engagements avaient été incorporés dans le paragraphe 2 du Protocole d'accession de l'Equateur à l'OMC.

82. Après avoir examiné le régime de commerce extérieur équatorien et compte tenu des explications données, des engagements pris et des concessions faites par le représentant de l'Equateur, le Groupe de travail a conclu que l'Equateur devrait être invité à accéder à l'Accord instituant l'OMC conformément aux dispositions de l'article XII. Le Groupe de travail a établi à cette fin le projet de Décision et le projet de Protocole d'accession reproduits dans l'Appendice du présent rapport et prend note de la liste d'engagements spécifiques de l'Equateur sur les services (document WT/L/77/Add.2) et de sa liste de concessions et d'engagements sur les marchandises (document WT/L/77/Add.1) qui sont annexées au Protocole. Il est proposé que le Conseil général approuve ces textes quand il approuvera le rapport. Lorsque la Décision aura été adoptée, le Protocole d'accession sera ouvert à l'acceptation de l'Equateur qui deviendra Membre 30 jours après l'avoir accepté. Le Groupe de travail est donc convenu qu'il avait achevé ses travaux concernant les négociations en vue de l'accession de l'Equateur à l'Accord instituant l'OMC.

APPENDICE

ACCESSION DE L'EQUATEUR

Projet de Décision

Le Conseil général,

Eu égard aux résultats des négociations menées en vue de définir les modalités d'accession de la République de l'Equateur à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, et ayant établi un Protocole d'accession de l'Equateur,

Décide, conformément à l'article XII de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, que la République de l'Equateur pourra accéder à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce selon les modalités énoncées dans ledit Protocole.

PROJET DE PROTOCOLE D'ACCESSION DE L'EQUATEUR
A L'ACCORD INSTITUANT L'ORGANISATION
MONDIALE DU COMMERCE

L'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommée "l'OMC"), eu égard à l'approbation du Conseil général de l'OMC donnée en vertu de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé "l'Accord sur l'OMC") et la République de l'Equateur (ci-après dénommée "l'Equateur"),

Prenant note du rapport du Groupe de travail de l'accession de l'Equateur à l'OMC qui figure dans le document WT/L/77 (ci-après dénommé "le rapport du Groupe de travail"),

Eu égard aux résultats des négociations sur l'accession de l'Equateur à l'OMC,

Convienent de ce qui suit:

Partie I - Dispositions générales

1. A compter de la date à laquelle le présent protocole entrera en vigueur, l'Equateur accédera à l'Accord sur l'OMC conformément à l'article XII dudit accord et deviendra ainsi Membre de l'OMC.
2. L'Accord sur l'OMC auquel l'Equateur accédera sera l'Accord sur l'OMC tel qu'il aura été rectifié, amendé ou autrement modifié par des instruments juridiques qui seront entrés en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent protocole. Le présent protocole, qui comprendra les engagements mentionnés au paragraphe 81 du rapport du Groupe de travail, fera partie intégrante de l'Accord sur l'OMC.
3. Sauf dispositions contraires aux paragraphes indiqués au paragraphe 81 du rapport du Groupe de travail, les obligations découlant des Accords commerciaux multilatéraux annexés à l'Accord sur l'OMC qui doivent être mises en oeuvre au cours d'une période commençant au moment de l'entrée en vigueur dudit accord seront mises en oeuvre par l'Equateur comme s'il avait accepté cet accord à la date de son entrée en vigueur.
4. Le démantèlement du mécanisme d'ajustement tarifaire se fera par étapes, conformément au calendrier figurant à l'Annexe II du présent protocole.

Partie II - Listes

5. Les Listes annexées au présent protocole deviendront la Liste de concessions et d'engagements annexée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé le "GATT de 1994") et la Liste d'engagements spécifiques annexée à l'Accord général sur le commerce des services (ci-après dénommé "l'AGCS") de l'Equateur. Les concessions et les engagements inscrits sur les Listes seront mis en oeuvre par étapes ainsi qu'il est spécifié dans les parties pertinentes des Listes.
6. Dans le cas de la référence à la date du GATT de 1994 que contient le paragraphe 6 a) de l'article II dudit accord, la date applicable en ce qui concerne les Listes de concessions et d'engagements annexées au présent protocole sera la date d'entrée en vigueur du présent protocole.

Partie III - Dispositions finales

7. Le présent protocole sera ouvert à l'acceptation de l'Equateur, par voie de signature ou autrement, jusqu'au 31 décembre 1995.
8. Le présent protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra celui où il aura été accepté.
9. Le présent protocole sera déposé auprès du Directeur général de l'OMC. Le Directeur général de l'OMC remettra dans les moindres délais à chaque Membre de l'OMC et à l'Equateur une copie certifiée conforme du présent protocole et une notification d'acceptation dudit protocole conformément au paragraphe 6.
10. Le présent protocole sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Fait à Genève, le ... (jour, mois) mil neuf cent quatre-vingt-quinze, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant également foi, si ce n'est qu'une Liste ci-annexée peut préciser ne faire foi que dans une seule ou plusieurs de ces langues.

ANNEXE I

LISTE CXXXIII - EQUATEUR

Partie I - Marchandises

[Distribué sous couvert du document WT/L/77/Add.1]

Partie II - Services

[Distribué sous couvert du document WT/L/77/Add.2]

ANNEXE IICALENDRIER POUR LE DEMANTELEMENT DU MECANISME D'AJUSTEMENT
TARIFAIRE EN SEPT ANSAperçu général

Année	Nombre de positions tarifaires retirées*	Démantèlement en pourcentage
Première année	0	0
Deuxième année	0	0
Troisième année	0	0
Quatrième année	29	22
Cinquième année	44	34
Sixième année	29	22
Septième année	28	22
Total	130	100

*Les positions tarifaires sont retirées au niveau du tarif initial pour 1995 et font l'objet d'une réduction de 10 pour cent seulement pendant la septième année (2001).

CALENDRIER POUR LE DEMANTELEMENT DU MECANISME D'AJUSTEMENT
TARIFAIRE EN SEPT ANS

Produits soumis au système de fourchette des prix - riz

NANDINA	Désignation des produits	Tarif initial (1995) (%)	Année de retrait du mécanisme	Tarif applicable l'année du retrait (%)	Septième année
					Tarif final (2001) (%)
1006.10.90	Riz paddy, autre que de semence	75,0	2001	67,5	67,5
1006.20.00	Riz décortiqué (riz cargo ou riz brun)	75,0	2001	67,5	67,5
1006.30.00	Riz semi-blanchi ou blanchi, même poli ou glacé	75,0	2001	67,5	67,5
1006.40.00	Riz en brisures	75,0	2001	67,5	67,5

Produits soumis au système de fourchette des prix - orge

NANDINA	Désignation des produits	Tarif initial (1995) (%)	Année de retrait du mécanisme	Tarif applicable l'année du retrait (%)	Septième année
					Tarif final (2001) (%)
1003.00.90	Orge, autre que de semence	40,0	1999	40,0	36,0
1107.10.00	Malt, non torréfié	40,0	1998	40,0	36,0
1107.20.00	Malt, torréfié	40,0	1998	40,0	36,0

Produits soumis au système de fourchette des prix - maïs blanc

NANDINA	Désignation des produits	Tarif initial (1995) (%)	Année de retrait du mécanisme	Tarif applicable l'année du retrait (%)	Septième année
					Tarif final (2001) (%)
1005.90.12*	Maïs blanc dur	50,0	2001	45,0	45,0
1102.20.00	Farine de maïs	50,0	2000	50,0	45,0

*Introduction de la position 1005.90.10 en cours d'approbation.

Produits soumis au système de fourchette des prix - blé

NANDINA	Désignation des produits	Tarif initial (1995) (%)	Année de retrait du mécanisme	Tarif applicable l'année du retrait (%)	Septième année
					Tarif final (2001) (%)
1001.10.90	Froment (blé) dur, autre que de semence	40,0	2001	36,0	36,0
1001.90.20	Autre froment, autre que de semence	40,0	2000	40,0	36,0
1001.90.30	Méteil	40,0	1999	40,0	36,0
1101.00.00	Farine de blé ou de méteil	40,0	2001	36,0	36,0
1103.11.00	Gruaux de céréales et semoules de froment (blé)	40,0	2000	40,0	36,0
1108.11.00	Amidon de froment (blé)	40,0	1998	40,0	36,0

Produits soumis au système de fourchette des prix - morceaux de volailles

NANDINA	Désignation des produits	Tarif initial (1995) (%)	Année de retrait du mécanisme	Tarif applicable l'année du retrait (%)	Septième année
					Tarif final (2001) (%)
0207.39.00	Morceaux et abats de volailles, frais ou réfrigérés, non compris les foies gras d'oies ou de canards	95,0	1999	95,0	85,5
0207.41.00	Morceaux et abats de coqs ou de poules, autres que les foies, congelés	95,0	2001	85,5	85,5
0207.42.00	Morceaux et abats comestibles, autres que les foies, de dindons ou de dindes, congelés	95,0	2000	95,0	85,5
0207.43.00	Morceaux et abats comestibles, autres que les foies, de canards, oies ou pintades, congelés	95,0	1999	95,0	85,5

Produits soumis au système de fourchette des prix - maïs jaune

NANDINA	Désignation des produits	Tarif initial (1995) (%)	Année de retrait du mécanisme	Tarif applicable l'année du retrait (%)	Septième année
					Tarif final (2001) (%)
0203.11.00	Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches ou réfrigérées, en carcasses ou demi-carcasses	50,0	1998	50,0	45,0
0203.12.00	Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés, frais ou réfrigérés	50,0	1998	50,0	45,0
0203.19.00	Autres viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches ou réfrigérées	50,0	1998	50,0	45,0
0203.21.00	Viandes des animaux de l'espèce porcine, en carcasses ou demi-carcasses, congelées	50,0	1999	50,0	45,0
0203.22.00	Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés, congelés	50,0	1998	50,0	45,0
0203.29.00	Autres viandes des animaux de l'espèce porcine, congelées	50,0	1998	50,0	45,0
0207.10.00	Volailles non découpées en morceaux, fraîches ou réfrigérées	50,0	2000	50,0	45,0
0207.21.00	Coqs et poules non découpés en morceaux, congelés	50,0	2001	45,0	45,0
0207.22.00	Dindons et dindes non découpés en morceaux, congelés	50,0	2001	45,0	45,0
0207.23.00	Canards, oies et pintades non découpés en morceaux, congelés	50,0	1999	50,0	45,0
0210.12.00	Poitrines (entrelardées) de porc et leurs morceaux, salés ou en saumure, séchés ou fumés	50,0	1998	50,0	45,0
0210.19.00	Autres viandes de l'espèce porcine, salées ou en saumure, séchées ou fumées	50,0	1998	50,0	45,0
1005.90.11*	Maïs jaune dur	50,0	2001	45,0	45,0
1007.00.90	Sorgho à grains, autre que de semence	50,0	2001	45,0	45,0
1108.12.00	Amidon de maïs	40,0	2000	40,0	40,0
1108.19.00	Autres amidons et féculés (par exemple de riz, de racines d'arrow-root)	50,0	1999	50,0	45,0
1702.30.20	Glucose et sirop de glucose, ne contenant pas de fructose ou contenant en poids à l'état sec moins de 20 pour cent de fructose	50,0	1999	50,0	45,0
1702.30.90	Autre glucose ne contenant pas de fructose ou contenant en poids à l'état sec moins de 20 pour cent de fructose	50,0	1999	50,0	45,0
1702.40.10	Glucose contenant en poids à l'état sec de 20 pour cent inclus à 50 pour cent exclus de fructose	50,0	1999	50,0	45,0
1702.40.20	Sirop de glucose contenant en poids à l'état sec de 20 pour cent inclus à 50 pour cent exclus de fructose	50,0	1999	50,0	45,0
2302.10.00	Sons et remoulages de maïs	50,0	2001	45,0	45,0
2302.30.00	Sons et remoulages de froment	50,0	2000	50,0	45,0
2302.40.00	Sons et remoulages d'autres céréales	50,0	2000	50,0	45,0
2308.90.00	Autres matières végétales et déchets végétaux, des types utilisés pour l'alimentation des animaux	50,0	1999	50,0	45,0
2309.10.00	Aliments pour chiens ou chats, conditionnés pour la vente au détail	50,0	2000	50,0	45,0
2309.90.10	Préparations fourragères, mélassées ou sucrées	50,0	2000	50,0	45,0
2309.90.90**	Autres préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux	50,0	1998	50,0	45,0
3505.10.00	Dextrine et autres amidons et féculés modifiés	20,0	1998	20,0	20,0
3505.20.00	Colles à base d'amidons ou de féculés, etc.	20,0	2000	20,0	20,0

*Introduction de la position 1006.90.10 en cours d'approbation.

**Autres que le lait pour l'alimentation des veaux, pour lequel il est proposé de créer une position 2309.90.30 ne relevant pas du système.

Produits soumis au système de fourchette des prix - produits laitiers

NANDINA	Désignation des produits	Tarif initial (1995) (%)	Année de retrait du mécanisme	Tarif applicable l'année du retrait (%)	Tarif final (2001) (%)
0401.10.00	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses n'excédant pas 1 pour cent	60,0	2000	54,0	54,0
0401.20.00	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses excédant 1 pour cent mais n'excédant pas 6 pour cent	60,0	2000	54,0	54,0
0401.30.00	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses excédant 6 pour cent	60,0	2000	54,0	54,0
0402.10.00	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, d'une teneur en poids de matières grasses n'excédant pas 1,5 pour cent	80,0	2001	72,0	72,0 (2000)
0402.21.00	Lait et crème de lait, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, d'une teneur en poids de matières grasses excédant 1,5 pour cent	80,0	2001	72,0	72,0 (2000)
0402.29.00	Lait et crème de lait, en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, d'une teneur en poids de matières grasses excédant 1,5 pour cent, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants	80,0	2001	72,0	72,0 (2000)
0402.91.10	Lait évaporé, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	60,0	2000	54,0	54,0
0402.91.90	Autres lait et crème de lait, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	60,0	2000	54,0	54,0
0402.99.90	Autres lait et crème de lait, additionnés de sucre ou d'autres édulcorants	60,0	2000	54,0	54,0
0404.10.00	Lactosérum, même concentré ou additionné de sucre ou d'autres édulcorants	60,0	2000	60,0	54,0
0404.90.90*	Autres	60,0	2000	60,0	54,0
0405.00.10	Beurre et autres matières grasses du lait, frais, salés ou fondus	38,0	1999	38,0	30,0 (2000)
0405.00.20	Beurre et autres matières grasses du lait, déshydratés	38,0	1999	38,0	30,0 (2000)
0405.00.90	Beurre et autres matières grasses du lait, autres que frais, salés, fondus ou déshydratés	38,0	1999	38,0	30,0 (2000)
0406.30.00	Fromages fondus, autres que râpés ou en poudre	30,0	1998	25,0	25,0
0406.90.10	Fromages à pâte molle, à l'exclusion du fromage du type Colonia	25,0	1998	25,0	25,0
0406.90.20	Fromages à pâte demi-dure	25,0	1998	25,0	25,0
0406.90.30	Fromages à pâte dure, du type Gruyère	25,0	1999	25,0	25,0
0406.90.90	Autres fromages (par exemple, de crème fraîche fermentée)	25,0	1998	25,0	25,0

*Introduction de la position 0404.90.00 en cours d'approbation, afin d'exclure le lactosérum déminéralisé (0404.90.10) qui ne relève pas du système.

Produits soumis au système de fourchette des prix - sucre

NANDINA	Désignation des produits	Tarif initial (1995) (%)	Année de retrait du mécanisme	Tarif applicable l'année du retrait (%)	Tarif final (2001) (%)
1701.11.90	Sucres de canne, bruts, sans addition d'aromatisants ou de colorants, autres que la cassonade	50,0	2001	45,0	45,0
1701.12.00	Autres sucres de betterave, bruts	50,0	1999	50,0	45,0
1701.91.00	Sucres de canne ou de betterave, raffinés, et saccharose chimiquement pur, à l'état solide, additionnés d'aromatisants ou de colorants	50,0	2000	50,0	45,0
1701.99.00	Sucres de canne ou de betterave, raffinés, et saccharose chimiquement pur, à l'état solide, sans addition d'aromatisants	50,0	2001	45,0	45,0
1702.10.10	Lactose	15,0	1998	15,0	15,0
1702.60.10	Autre fructose contenant en poids à l'état sec plus de 50 pour cent de fructose	50,0	1999	50,0	45,0
1702.60.20	Sirop de fructose contenant en poids à l'état sec plus de 50 pour cent de fructose	50,0	1999	50,0	45,0
1702.90.20	Sucres et mélasses caramélisés	50,0	1999	50,0	45,0
1702.90.30	Sucres aromatisés ou colorés	50,0	1999	50,0	45,0
1702.90.40	Autres sirops	50,0	1999	50,0	45,0
1702.90.90	Maltose et autres sucres solides, y compris le sucre inverti (ou interverti)	50,0	1999	50,0	45,0
1703.10.00	Mélasses de canne	50,0	2000	50,0	45,0
1703.90.00	Mélasses résultant de l'extraction ou du raffinage du sucre, autres que les mélasses de canne	50,0	2000	50,0	45,0

Produits soumis au système de fourchette des prix - fèves de soja, etc.

NANDINA	Désignation des produits	Tarif initial (1995) (%)	Année de retrait du mécanisme	Tarif applicable l'année du retrait (%)	Tarif final (2001) (%)
1201.00.90	Fèves de soja, même concassées, autres que de semence	40,0	2001	36,0	36,0
1202.10.90	Arachides non grillées ni autrement cuites, en coques, autres que de semence	40,0	1999	40,0	36,0
1202.20.00	Arachides, décortiquées, même concassées	40,0	1999	40,0	36,0
1205.00.90	Graines de navette ou de colza, même concassées, autres que de semence	40,0	2001	36,0	36,0
1206.00.90	Graines de tournesol, même concassées, autres que de semence	40,0	2001	36,0	36,0

NANDINA	Désignation des produits	Tarif initial (1995) (%)	Année de retrait du mécanisme	Tarif applicable l'année du retrait (%)	Tarif final (2001) (%)
1207.40.90	Graines de sésame, même concassées, autres que de semence	40,0	1999	40,0	36,0
1207.92.90	Autres graines et fruits oléagineux, même concassés, autres que de semence	40,0	2000	40,0	36,0
1208.10.00	Farine de fèves de soja	40,0	2001	36,0	36,0
1208.90.00	Autres farines de graines ou de fruits oléagineux, autres que la farine de moutarde	40,0	1999	40,0	36,0
2301.20.10	Farine de poissons impropre à l'alimentation humaine	40,0	1999	40,0	36,0
2304.00.00	Tourteaux et autres résidus solides de l'extraction de l'huile de soja	43,0	2001	38,7	38,7
2306.10.00	Tourteaux et autres résidus solides de l'extraction de l'huile de coton	43,0	1999	43,0	38,7
2306.30.00	Tourteaux et autres résidus solides de l'extraction de l'huile de tournesol	43,0	1999	43,0	38,7
2306.90.00	Autres tourteaux	43,0	1999	43,0	38,7

Produits soumis au système de fourchette des prix - huile de soja, etc.

NANDINA	Désignation des produits	Tarif initial (1995) (%)	Année de retrait du mécanisme	Tarif applicable l'année du retrait (%)	Tarif final (2001) (%)
1507.10.00	Huile de soja, brute, même dégommée	35,0	2001	31,5	31,5
1507.90.00	Autres huiles de soja, même raffinées	35,0	2000	35,0	31,5
1508.10.00	Huile d'arachide, brute	35,0	1998	35,0	31,5
1508.90.00	Autres huiles d'arachide, même raffinées	35,0	1998	35,0	31,5
1512.11.00	Huiles de tournesol ou de carthame, brutes	35,0	2000	35,0	31,5
1512.19.00	Autres huiles de tournesol ou de carthame, même raffinées	35,0	1999	35,0	31,5
1512.21.00	Huile de coton, brute, même dépourvue de gossypol	35,0	1998	35,0	31,5
1512.29.00	Autres huiles de coton, même raffinées	35,0	1998	35,0	31,5
1514.10.00	Huiles de navette, de colza ou de moutarde, brutes	35,0	1999	35,0	31,5
1514.90.00	Autres huiles de navette, de colza ou de moutarde, raffinées	35,0	1999	35,0	31,5
1515.21.00	Huile de maïs, brute	35,0	2001	31,5	31,5
1515.29.00	Autres huiles de maïs raffinées	35,0	2001	31,5	31,5
1515.50.00	Huile de sésame et ses fractions	35,0	1998	35,0	31,5
1515.90.00	Autres graisses et huiles végétales et leurs fractions, fixes, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	35,0	1998	35,0	31,5

Produits soumis au système de fourchette des prix - huile de palme, etc.

NANDINA	Désignation des produits	Tarif initial (1995) (%)	Année de retrait du mécanisme	Tarif applicable l'année du retrait (%)	Tarif final (2001) (%)
1501.00.10	Saindoux et autres graisses de porc, non raffinés	35,0	1998	35,0	31,5
1501.00.20	Saindoux et autres graisses de porc, raffinés	35,0	1998	35,0	31,5
1501.00.90	Autres saindoux, graisses de porc et graisses de volailles	35,0	1998	35,0	31,5
1502.00.11	Graisses des animaux des espèces bovine, ovine ou caprine, brutes	35,0	1999	35,0	31,5
1502.00.90	Graisses des animaux des espèces bovine, ovine ou caprine, autres que brutes	35,0	1999	35,0	31,5
1503.00.00	Stéarine solaire, huile de saindoux, oléostéarine, oléomargarine et huile de suif, non émulsionnées, ni mélangées ni autrement préparées	35,0	1998	35,0	31,5
1506.00.00	Autres graisses et huiles animales	35,0	1999	35,0	31,5
1511.10.00	Huile de palme, brute	35,0	2001	31,5	31,5
1511.90.00	Autres huiles de palme, même raffinées	35,0	2001	31,5	31,5
1513.11.00	Huile de coco (huile de coprah), brute	35,0	1998	35,0	31,5
1513.19.00	Autres huiles de coco (huiles de coprah), même raffinées	35,0	1998	35,0	31,5
1513.21.10	Huile de palmiste, brute	35,0	2000	35,0	31,5
1513.29.10	Autres huiles de palmiste, raffinées	35,0	2000	35,0	31,5
1515.30.00	Huile de ricin et ses fractions	35,0	1999	35,0	31,5
1516.20.00	Graisses et huiles végétales et leurs fractions	35,0	1999	35,0	31,5
1517.10.00	Margarine, à l'exclusion de la margarine liquide	35,0	2000	35,0	31,5
1517.90.00	Autres margarines	35,0	2000	35,0	31,5
1518.00.00	Graisses et huiles animales ou végétales et leurs fractions, cuites, oxydées, déshydratées, sulfurées, soufflées, standolisées ou autrement modifiées chimiquement	35,0	1999	35,0	31,5
1519.11.00	Acide stéarique	35,0	1999	35,0	31,5
1519.12.00	Acide oléique	35,0	1999	35,0	31,5
1519.13.00	Tall acides gras	35,0	1999	35,0	31,5
1519.19.00	Autres acides gras monocarboxyliques	35,0	1999	35,0	31,5

ANNEXE III

Notification de l'Equateur au titre du paragraphe 76 du rapport du Groupe de travail de l'accession de l'Equateur

I. Description de la mesure et de ses principales caractéristiques

Dans le cadre du Pacte sous-régional Andin et en vertu des dispositions de la Section B du chapitre IV de l'Accord de Carthagène, l'Equateur, la Colombie et le Venezuela ont signé, le 13 septembre 1993, l'"Accord de complémentarité relatif au secteur automobile", en vue d'adopter une politique commune visant à promouvoir la spécialisation dans ce secteur et de tirer profit du marché sous-régional élargi de façon rationnelle et dans des conditions équitables de concurrence.

Dans le cadre de l'Accord de complémentarité relatif au secteur automobile, le gouvernement équatorien impose aux entreprises d'assemblage l'obligation d'intégrer un certain pourcentage d'éléments d'origine nationale dans les véhicules assemblés dans le pays.

Cette politique est plus souple dans le cadre régional du Pacte Andin puisque les entreprises d'assemblage doivent intégrer un minimum d'éléments originaires des pays signataires de l'Accord, et non pas seulement d'origine nationale.

1. A quelle catégorie de la liste exemplative la mesure appartient-elle?

La mesure appartient à la catégorie prévue au paragraphe 1 a) de la liste exemplative figurant en annexe à l'Accord sur les MIC.

2. La MIC est-elle appliquée par le gouvernement en vertu d'un pouvoir discrétionnaire ou d'une législation impérative?

La MIC est en vigueur en vertu d'une loi d'application générale.

3. Lorsqu'il s'agit d'une MIC de caractère général, quels sont les critères utilisés pour déterminer les entreprises auxquelles elle s'applique?

La mesure s'applique à toute entreprise d'assemblage de véhicules nationale ou étrangère installée en Equateur.

4. Lorsque la MIC est appliquée conformément à une législation impérative, cette législation exige-t-elle que la mesure soit appliquée aux nouvelles entreprises ou aux nouveaux investissements d'entreprises existantes?

Les dispositions andines s'appliquent à toutes les entreprises d'assemblage (nationales ou étrangères) qui sont établies ou s'établiront dans le pays.

5. Préciser a) si la mesure est obligatoire ou a force exécutoire pour l'entreprise en vertu de la législation nationale ou de décisions administratives ou b) s'il est nécessaire que l'entreprise s'y conforme pour obtenir un avantage. Dans ce dernier cas, préciser la nature de l'avantage.

Les dispositions andines sont d'application obligatoire et générale pour toutes les entreprises d'assemblage du pays.

6. Lorsque la MIC a trait à des produits spécifiques, donner suffisamment de détails sur ces produits pour définir la portée de la mesure.

Les pourcentages minimaux d'intégration sont différents suivant la catégorie de véhicules assemblés:

- a) Pour la catégorie n° 1, le pourcentage est actuellement fixé à 35 pour cent et sera porté à 40 pour cent à compter du 31 décembre 1995.
- b) Pour la catégorie n° 2, le pourcentage est actuellement fixé à 35 pour cent.

7. Indiquer la date de mise en oeuvre de la MIC et la nature de toute modification apportée à la MIC dans les 180 jours précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

La mesure est applicable en Equateur depuis la signature de l'Accord. Celui-ci a introduit la notion de pourcentage d'éléments achetés dans la sous-région ainsi que la formule de calcul et les prescriptions correspondantes concernant l'intégration.

8. La MIC, telle qu'elle est appliquée en vertu de la législation indiquée précédemment, comprend-elle des dispositions relatives à sa réduction progressive ou à son élimination?

Aucune disposition ne prévoit la réduction progressive et/ou l'élimination de la mesure.

9. Indiquer la loi, la réglementation ou la directive administrative nationale en vertu de laquelle la MIC est appliquée; une copie doit être adressée au Secrétariat pour que les Membres intéressés puissent la consulter.

Une copie de l'Accord de complémentarité relatif au secteur automobile est annexée à la présente notification.

10. Préciser à quel niveau d'administration la MIC est appliquée et donner le nom de l'organisme de mise en oeuvre et tous les renseignements sur les procédures d'application qui sont nécessaires pour comprendre la nature et la portée de la MIC.

Le Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et des pêches (MICIP) est l'organisme chargé d'assurer la mise en oeuvre et le respect de la mesure. Il doit lui être remis un rapport semestriel ventilé par entreprise et par catégorie, faisant apparaître le pourcentage d'éléments achetés dans la sous-région, et un rapport annuel élaboré par des entités spécialisées de vérification des comptes et de contrôles, directement engagées par les entreprises d'assemblage et de pièces détachées.

II. Renseignements d'ordre général sur le programme en question

La politique d'aide au secteur automobile mise en oeuvre par l'Equateur entre dans le cadre de l'Accord de complémentarité relatif au secteur automobile du Pacte Andin, conçu comme un moyen de promouvoir le développement de l'industrie régionale naissante de l'automobile.

Journal officiel de l'Accord de Carthagène

Année XI, Numéro 168

Lima, 16 décembre 1994

Résolution n° 355

Publication de l'Accord de complémentarité relatif au secteur de l'automobile
signé par la Colombie, l'Equateur et le Venezuela le 13 septembre 1993

Le Conseil de l'Accord de Carthagène

EU EGARD à l'article 37 de l'Accord et à l'article 7 de la Décision n° 370;

CONSIDERANT que le 13 septembre 1993, la Colombie, l'Equateur et le Venezuela ont signé l'"Accord de complémentarité relatif au secteur automobile" en vue d'adopter une politique commune visant à promouvoir la spécialisation dans ce secteur et de tirer profit du marché sous-régional élargi de façon rationnelle et dans des conditions équitables de concurrence;

que le 20 mai 1994, les pays signataires de l'Accord susmentionné ont adopté un addendum audit accord;

que la Commission de l'Accord de Carthagène a été saisie dudit accord et de son addendum à sa soixante-troisième session ordinaire, qu'elle a tenue les 25 et 26 novembre 1994 à Quito, en Equateur;

que l'Accord susmentionné et son addendum doivent être publiés conformément à l'article 7 de la Décision n° 370;

DECIDE:

Article unique. De publier en annexe à la présente Résolution l'Accord de complémentarité relatif au secteur automobile, signé le 13 septembre 1993 par la Colombie, l'Equateur et le Venezuela, ainsi que son addendum adopté le 20 mai 1994.

Conformément à l'article 13 de la Décision n° 9 de la Commission, la présente Résolution sera communiquée aux pays membres et entrera en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel de l'Accord de Carthagène.

Fait à Lima, au Pérou, le neuf décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatorze.

Iván Gabaldon Márquez

Bruno Faidutti Navarrete

APPENDICE

Accord de complémentarité relatif au secteur automobile

Les gouvernements de la Colombie, de l'Equateur et du Venezuela,

EU EGARD aux articles 37 et 38 de l'Accord de Carthagène et à l'article 6 de la Décision n° 335,

CONSIDERANT qu'aux termes de la Décision n° 335, les pays membres se sont engagés à élaborer dans les meilleurs délais une politique commune dans le secteur automobile,

qu'en vue d'atteindre les objectifs indiqués, il est nécessaire de préciser les prélèvements applicables aux véhicules et de définir une politique commune d'intégration des composants et pièces détachées et de complémentarité entre les pays membres.

APPROUVENT:

Article premier. La conclusion de l'Accord de complémentarité industrielle relative au secteur automobile exposé ci-après, en vue d'adopter une politique commune visant à tirer profit du marché sous-régional élargi de façon rationnelle et dans des conditions équitables de concurrence, grâce à l'augmentation de la compétitivité et de l'efficience.

Article 2. Les produits figurant en annexe sont regroupés dans des catégories définies comme suit:

- a) La catégorie n° 1 comprend les véhicules automobiles; les automobiles tout terrain; les véhicules pour le transport de 16 personnes au maximum, chauffeur inclus; les véhicules de transport de marchandises d'un poids en charge maximal n'excédant pas 4 537 tonnes (soit l'équivalent de 10 000 livres américaines), ainsi que leurs châssis comportant une cabine.
- b) La catégorie n° 2 comprend tous les véhicules n'entrant pas dans la catégorie n° 1.

Article 3. Pour les véhicules de la catégorie n° 1, les pays participants établiront le taux du Tarif extérieur commun à 35 pour cent; ce taux entrera en vigueur au plus tard le 1er janvier 1994.

Pour les véhicules de la catégorie n° 2, les pays participants établiront le taux du Tarif extérieur commun à 15 pour cent; ce taux entrera en vigueur au plus tard le 1er janvier 1994. L'Equateur pourra maintenir ses niveaux tarifaires actuels pendant un an à compter de la date de signature du présent accord. A la fin de cette période, ils seront uniformisés et portés à 10 pour cent.

Article 4. Pour les composants, les parties et les pièces importés et destinés à l'assemblage des véhicules dans la sous-région, ci-après dénommés CKD, le taux du Tarif extérieur commun sera établi entre un minimum de 3 pour cent et un maximum de 5 pour cent et entrera en vigueur au plus tard le 1er janvier 1994.

Article 5. Les pays participants interdiront l'importation de véhicules usagés ou de véhicules neufs d'années antérieures ou d'anciens modèles, à compter du 1er janvier 1994 au plus tard. L'Equateur appliquera cette prohibition à compter du 1er octobre 1994 au plus tard.

Article 6. S'agissant des exportations de véhicules entre les pays participants, les prescriptions spécifiques relatives à l'origine qui sont en vigueur en vertu de la Résolution n° 336 du Conseil de l'Accord de Carthagène (JUNAC) seront appliquées.

Article 7. S'agissant de la fabrication des véhicules, les pays participants exigeront des entreprises qu'elles intègrent un pourcentage minimal d'éléments originaires des pays signataires de l'Accord. Pour la catégorie n° 1, ce pourcentage sera de 40 pour cent en Colombie et au Venezuela et de 35 pour cent en Equateur; pour la catégorie n° 2, il sera de 30 pour cent dans tous les pays signataires.

Les pourcentages minimaux seront calculés comme suit:

$$I = 1 - \frac{(CKD)}{PD}$$

représentant:

I, le pourcentage minimal d'intégration des pays participants,

CKD, la valeur totale des importations de CKD (véhicules complètement démontés), et

PD, le total des ventes aux distributeurs par catégorie (taxe sur la valeur ajoutée ou impôt sur les ventes non compris).

Pour la catégorie n° 1, les pourcentages indiqués ci-dessus seront portés à 45 pour cent en Colombie et au Venezuela le 1er janvier 1995 et à 40 pour cent en Equateur le 31 décembre 1995.

Pour la catégorie n° 2, le pourcentage sera porté à 35 pour cent le 1er janvier 1995.

Paragraphe. Seront réputés être des produits originaires des pays participants les produits qui satisfont aux règles d'origine établies par le Groupe andin.

Article 8. Les gouvernements des pays participants devront veiller à l'application des pourcentages d'intégration; à cet effet, il devra leur être présenté au minimum tous les six mois un rapport ventilé par entreprise d'assemblage et par catégorie et, tous les ans, un rapport élaboré par des entités spécialisées de vérification des comptes et de contrôle, engagées directement par les entreprises de production du secteur conformément aux dispositions de la législation nationale de chaque pays participant. Les conclusions de ces rapports seront présentées selon la même périodicité au Comité de l'industrie automobile, qui sera établi conformément aux dispositions de l'article suivant.

Article 9. Il sera établi un Comité de l'industrie automobile pour les pays participant au présent accord, dont la composition, le domaine d'activité et les objectifs seront les mêmes que ceux du Comité sous-régional de l'industrie automobile établi en vertu de la Décision n° 298 de la Commission. Le Comité entreprendra dès sa création les tâches suivantes:

- uniformiser la formule de calcul de la teneur en pièces détachées, pour le 31 décembre 1993 au plus tard; les pourcentages correspondants devront être équivalents à ceux qui sont prévus à l'article 7 du présent accord;

- établir des règles d'origine pour les échanges de véhicules entre pays participants, pour le 31 décembre 1993 au plus tard;
- harmoniser la définition de l'ensemble dénommé CKD pour le 31 décembre 1993 au plus tard;
- fixer, le 1er juillet 1994 au plus tard, la date de l'unification du Tarif extérieur commun et des pourcentages d'intégration;
- définir une politique d'exportations concernant le secteur automobile, pour le 31 décembre 1993 au plus tard;
- établir, pour le 1er juillet 1994 au plus tard, un programme à moyen terme destiné à promouvoir l'intégration d'éléments originaires de la sous-région dans les véhicules;
- proposer les remaniements tarifaires auxquels il est nécessaire de procéder pour appliquer le présent accord;
- évaluer le fonctionnement du Tarif extérieur commun en vue de le modifier au fur et à mesure de l'évolution de la politique économique des pays participants;
- définir une politique commune pour les négociations avec les tierces parties.

Article 10. Le présent accord aura un caractère obligatoire dès sa signature et entrera en vigueur le 1er janvier 1994.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Paragraphe unique: Tant que le Comité de l'industrie automobile des pays participants n'aura pas défini de formule uniforme de calcul, lesdits pays pourront appliquer leurs règles internes sans préjudice des dispositions de l'article 7.

POUR LE GOUVERNEMENT COLOMBIEN

Luis Alberto Moreno
Ministre du développement économique

POUR LE GOUVERNEMENT EQUATORIEN

Jorge García T.
Ministre de l'industrie, du commerce,
de l'intégration et des pêches

POUR LE GOUVERNEMENT VENEZUELIEN

Gustavo Pérez Mijares
Ministre du développement

Miguel Rodríguez Mendoza
Ministre d'Etat
Président de l'Institut du commerce extérieur

ANNEXE

NANDINA	Désignation des marchandises
8701.20.00	- Tracteurs routiers pour semi-remorques
8702.10.00	- Véhicules automobiles pour le transport en commun des personnes à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel)
8702.90	- Autres véhicules automobiles pour le transport en commun des personnes
8702.90.10	- - Trolleybus
8702.90.90	- - Autres
	- Autres véhicules, à moteur à piston alternatif à allumage par étincelles:
8703.21.00	- - D'une cylindrée n'excédant pas 1 000 cm ³
8703.22.00	- - D'une cylindrée excédant 1 000 cm ³ mais n'excédant pas 1 500 cm ³
8703.23.00	- - D'une cylindrée excédant 1 500 cm ³ mais n'excédant pas 3 000 cm ³
8703.24.00	- - D'une cylindrée excédant 3 000 cm ³
	- Autres véhicules, à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel):
8703.31.00	- - D'une cylindrée n'excédant pas 1 500 cm ³
8703.32.00	- - D'une cylindrée excédant 1 500 cm ³ mais n'excédant pas 2 500 cm ³
8703.33.00	- - D'une cylindrée excédant 2 500 cm ³
8703.90.00	- - Autres
	- Autres, à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel):
8704.21.00	- - D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes
8704.22.00	- - D'un poids en charge maximal excédant 5 tonnes mais n'excédant pas 20 tonnes
8704.23.00	- - D'un poids en charge maximal excédant 20 tonnes
	- Autres, à moteur à piston à allumage par étincelles:
8704.31.00	- - D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes
8704.32.00	- - D'un poids en charge maximal excédant 5 tonnes
8704.90.00	- Autres
8706.00.10	- Châssis des véhicules du n° 87.03
8706.00.90	- Autres châssis des véhicules automobiles des n° 87.01 à 87.05, équipés de leur moteur

ADDENDUM

Le Ministre du développement économique de la Colombie, M. Mauricio Cárdenas, le Ministre de l'industrie, du commerce, de l'intégration et des pêches de l'Equateur, M. José Vicente Maldonado et le Ministre du développement du Venezuela, M. Luis Carlos Palacios, représentant leurs pays respectifs, sont convenus d'adopter le présent addendum à l'Accord de complémentarité relatif au secteur automobile, dans les termes suivants:

Article premier. A partir du 1er janvier 1995, la Colombie et le Venezuela adopteront la formule ci-après pour le calcul de la teneur en pièces détachées:

$$\text{PCS} = \frac{\text{IS} + \text{Vex}}{\text{IS} + \text{CKD}}$$

PCS, représentant le pourcentage d'éléments achetés dans la sous-région,

IS, le total de la teneur en pièces détachées originaires de la sous-région,

Vex, la valeur ajoutée des exportations, mesurée en valeur f.a.b., et

CKD, la valeur totale des éléments importés intégrés au véhicule, mesurée en valeur c.a.f.

Article 2. Aux fins d'application de la formule de calcul prévue à l'article premier, la valeur ajoutée des exportations ne devra pas représenter plus de 25 pour cent du taux d'intégration retenu comme objectif (PCS) et prévu à l'article 4.

Pour calculer la valeur ajoutée des exportations (Vex), il devra être tenu compte des éléments suivants:

- a) la valeur ajoutée des exportations vers les pays tiers;
- b) la valeur ajoutée des exportations de véhicules et de pièces détachées vers les pays de la sous-région, qui devra être conforme au calendrier suivant:

<u>Année</u>	<u>Pourcentage maximal de la valeur f.a.b. des exportations</u>
1995	40
1996	30
1997	20
1998	10

Article 3. L'Equateur continuera d'appliquer la formule de calcul ci-après prévue par l'Accord de complémentarité relatif au secteur automobile:

$$I = \frac{1 - \text{CKD}}{\text{PD}}$$

I, représentant le pourcentage minimal d'intégration,

CKD, la valeur totale des éléments importés intégrés au véhicule, mesurée en valeur c.a.f., et

PD, le total des ventes aux distributeurs par catégorie (taxe sur la valeur ajoutée ou impôt sur les ventes non compris).

L'Equateur examinera les formules adoptées, l'une par la Colombie, l'autre par le Venezuela et devra avoir choisi une de ces deux formules le 31 décembre 1996 au plus tard.

Article 4. A compter du 1er janvier 1995, la Colombie et le Venezuela, qui appliqueront les formules indiquées à l'article premier, devront respecter les taux d'intégration ci-après retenus comme objectifs:

<u>Année</u>	<u>1995</u>	<u>1996</u>	<u>1997</u>	<u>1998</u>
Catégorie n° 1	30	30	32	33
Catégorie n° 2	15	16	17	18

Article 5. A compter du 1er janvier 1996, l'Equateur sera tenu d'appliquer un taux d'intégration de 40 pour cent pour la catégorie n° 1 et un taux de 35 pour cent pour la catégorie n° 2.

Article 6. A compter du 1er janvier 1995, il ne sera pas permis, pour atteindre ces objectifs, d'utiliser les éléments d'origine régionale des années précédentes en dépassement par rapport au niveau fixé comme objectif.

Article 7. S'agissant de la fabrication de nouveaux modèles, les entreprises d'assemblage pourront demander à être exemptées, pendant trois mois au maximum, de l'obligation de respecter l'objectif fixé. Dans ce cas, il ne sera pas tenu compte, lors de l'application de la formule, des éléments CKD importés pour fabriquer ce modèle, ni des pièces détachées qui y sont incorporées et il ne sera pas délivré de certificat d'origine.

Article 8. Par CKD, il faut entendre l'ensemble formé par les composants et les pièces détachées importés par les industries d'assemblage de véhicules dûment autorisées par le gouvernement de chaque pays. Les composants et les pièces détachées formant l'ensemble CKD peuvent être de différentes origines, à la condition qu'ils fassent partie du même ensemble CKD et soient destinés à l'assemblage de véhicules et qu'ils correspondent, au minimum, au degré de désassemblage suivant:

1. Cabine ou carrosserie dont la peinture n'est pas achevée, désassemblée, formée des composants suivants: plancher, flancs de la cabine et toit, le cas échéant.
2. Châssis désassemblé.

3. Cadre désassemblé ou assemblé en traverses ou longerons.
4. Groupe motopropulseur désassemblé, formé des éléments suivants: moteur, transmission, embrayage, freins, suspension et essieux avant et arrière.

Article 9. A compter du 1er juillet 1994, le taux du Tarif extérieur commun applicable à l'ensemble CKD défini à l'article précédent sera de 3 pour cent.

Article 10. Outre les tâches indiquées à l'article 9 de l'Accord, le Comité devra:

- a) d'ici au 31 décembre 1994:

élaborer le système commun des sanctions applicables en cas de non-respect de l'Accord.
- b) d'ici au 31 décembre 1996:
 - 1) fixer les taux d'intégration à atteindre pour le 1er janvier 1999;
 - 2) définir les règles d'origine à appliquer dans la sous-région et prévoir leur élimination éventuelle;
 - 3) définir l'application d'une formule unique et commune de calcul du taux d'intégration;
 - 4) préparer l'élimination éventuelle des 10 pour cent de valeur f.a.b. des exportations effectuées dans la sous-région à partir du 1er janvier 1999, telle qu'elle est prévue à l'alinéa b) de l'article 2 du présent addendum.

Fait à Santa Fe de Bogotá le vingt mai mil neuf cent quatre-vingt-quatorze.

(signataires)

POUR LE GOUVERNEMENT VENEZUELIEN

Luis Carlos Palacios
Ministre du développement

POUR LE GOUVERNEMENT EQUATORIEN

José Vicente Maldonado
Ministre de l'industrie, du commerce, de l'intégration et des pêches

POUR LE GOUVERNEMENT COLOMBIEN

Mauricio Cárdenas
Ministre du développement économique